

Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice

Marché public global sectoriel à tranches pour la
conception, la construction et l'aménagement
de
L'établissement pénitentiaire de Nîmes sud (30)

Note de synthèse de l'opération

AAPC – Annexe 5

SOMMAIRE

1. Préambule	4
2. Contexte de la politique immobilière : la loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la Justice	4
2.1 « Les Chantiers de la Justice »	4
2.2 Le Plan Pénitentiaire	5
3. Contexte général du projet	6
3.1 Contexte réglementaire de la politique carcérale	6
3.2 Principes fondateurs des nouveaux établissements pénitentiaires	8
3.3 Présentation du fonctionnement d'un établissement pénitentiaire	10
4. Enjeux généraux de l'opération	16
4.1 Ambitions de l'opération	16
4.2 Réinsertion active : le parcours d'exécution de la peine	16
4.3 La prise en compte du personnel de l'administration	16
4.4 L'optimisation fonctionnelle avec des coûts maîtrisés	17
4.5 Les objectifs architecturaux et d'insertion dans le site	17
5. Enjeux techniques et environnementaux	19
5.1 L'exigence de sécurité et de sûreté	19
5.2 Les objectifs de l'exploitation-maintenance	19
5.3 S'inscrire dans une démarche de développement durable	19
6. Contexte de l'opération et enjeux opérationnels	21
6.1 Situation et occupation du site	21
6.2 Situation de l'existant	24
6.3 Scénario retenu	25
7. Données de cadrage et enjeux opérationnels	29
7.1 Accessibilité	29
7.2 Infrastructure de réseaux	34
7.3 Principaux engagements environnementaux au titre de l'étude d'impact portée par la procédure de DUP	36
7.4 Contraintes du sol et sous-sol	37
7.5 Expertise écologique	41
7.6 Patrimoine historique	55
7.7 Contexte réglementaire du site	56

7.8	Environnement humain et cohabitation des activités	67
7.9	Identification des risques	72
7.10	Synthèse des contraintes	76
8.	<i>Synthèse des principales données (à titre indicatif)</i>	77
8.1	Calendrier prévisionnel	77
8.2	Coût objectif	77
8.3	Données capacitaires	77
8.4	Répartitions des surfaces	78
8.5	Principe de localisation des unités fonctionnelles	79
8.6	Spécificités de la programmation	80

1. Préambule

L'opération de construction de l'établissement pénitentiaire de Nîmes sud, dans le département du Gard (30), s'inscrit dans un programme de création de nouvelles places sur l'ensemble du territoire national.

L'opération se situe sur les communes de Nîmes (majoritairement) et de Milhaud. Le futur établissement sera situé à 15 minutes en voiture du Tribunal judiciaire de Nîmes, soit environ 10 kilomètres. Le futur établissement à sûreté renforcée, aura une capacité nominale de 700 places, dédiées aux détenus homme selon le calibrage suivant :

- Un Quartier d'Accueil et d'Evaluation de 60 places,
- Un quartier Maison d'Arrêt Homme de 340 places, dont une unité d'accueil et de transfert et dont un quartier respect,
- Un Quartier Centre de Détention Homme de 300 places,
- Un Quartier d'Isolement et Disciplinaire,
- Une Unité pour Détenus Violents Vulnérables,
- Une Plateforme Régionale d'Extraction Judiciaire.

Il sera construit sur les communes de Nîmes et Milhaud et aura une surface utile totale d'environ 23 500 m² (détention, hors détention, personnels et visiteurs, ...).

2. Contexte de la politique immobilière : la loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la Justice

Les conditions de détention des personnes détenues et de travail des personnels font l'objet de démarches et d'objectifs politiques soutenus, dont les principaux axes sont développés ci-après.

La loi de programmation 2018-2022 et de réforme de la justice s'appuie sur les conclusions des chantiers de la justice lancés en octobre 2017 dans cinq domaines (la transformation numérique, l'amélioration et la simplification de la procédure pénale, l'amélioration et la simplification de la procédure civile, l'adaptation du réseau des juridictions, le sens et l'efficacité des peines).

En matière pénitentiaire les intentions du ministère de la Justice ont été présentées par la Garde des Sceaux dans le Plan Pénitentiaire présenté en conseil des Ministres, dès le 12 septembre 2018.

L'opération de l'établissement pénitentiaire de Nîmes sud s'inscrit dans ce contexte.

2.1 « Les Chantiers de la Justice »

Plusieurs orientations sur l'évolution du contexte carcéral ont été présentées lors de la visite du Président de la République Emmanuel Macron à l'Ecole Nationale de l'Administration Pénitentiaire, à Agen le 6 mars 2018. Ce discours faisait écho aux « Chantiers la Justice » lancés le 6 octobre 2017 à Nantes par le Premier ministre, Édouard Philippe, et la Garde des Sceaux, Nicole Belloubet.

« **Le sens et l'efficacité des peines**¹ » est ainsi présenté comme le quatrième des cinq axes de la réforme.

¹ □ Extrait du rapport du Ministère de la Justice « les Chantiers de la Justice – les axes de la réforme » - mars 2018

Trois objectifs y sont développés :

- « redonner du sens à la peine »
- « renforcer l'efficacité des peines »
- « mettre en œuvre un programme immobilier »

Ils se traduisent par le développement des « peines autonomes et alternatives en facilitant les conditions de leur prononcé (la détention à domicile sous surveillance électronique devient une vraie peine autonome, le champ de la peine de Travaux d'Intérêt Général est largement étendu...)»² et par le principe d'éviter « les courtes peines, en prohibant le prononcé des peines inférieures ou égales à un mois ferme et en prévoyant que, sauf exception, les peines de moins de six mois s'exécuteront hors des établissements pénitentiaires (détention à domicile sous surveillance électronique, semi-liberté, placement extérieur) »³.

De plus il s'agit de fusionner « la contrainte pénale et le sursis avec mise à l'épreuve en conservant le meilleur de chacun de ces deux régimes »⁴.

L'ensemble de ces mesures permettra de répondre à l'objectif global d'amélioration des « **conditions de détention en développant le travail et la formation** »⁵.

Par ailleurs, un programme immobilier est mis en place afin de lutter contre la surpopulation carcérale. Il va de pair avec la nouvelle politique de renforcement des peines.

Le programme immobilier des « Chantiers de la Justice » propose de répondre à un triple objectif tendant, « vers l'encellulement individuel pour atteindre un taux de 80 % », à « assurer une meilleure sécurité dans les détentions, pour les agents qui y travaillent comme pour les détenus » et à « faire de l'incarcération un temps utile pour la reconstruction du condamné et la lutte contre la récidive »⁶.

« Le programme immobilier repose à la fois sur la construction de maisons d'arrêt [...] et, sur des structures à sécurité adaptée. Ces dernières ont vocation à accueillir des condamnés en fin de peine, dont le potentiel de réinsertion est avéré, ainsi que des condamnés à des courtes peines pour lesquels la mise en place de suivis actifs et de programmes de prévention de la récidive sera plus aisée que dans les maisons d'arrêt. »

C'est donc un programme équilibré qui doit permettre de livrer ou de lancer en chantier 7 000 places supplémentaires en 2022 et de livrer 8 000 autres places supplémentaires pour d'ici 2027.

L'atteinte de l'encellulement individuel, à hauteur de 80 %, doit être un objectif. Il sera aussi la conséquence de la double action structurelle conduite en vue de redonner sens et efficacité aux peines et d'augmenter les capacités des établissements pénitentiaires pour les porter à 75 000 places.

2.2 Le Plan Pénitentiaire

Le Plan Pénitentiaire permet de mettre en œuvre l'axe pénitentiaire du projet de loi de programmation et de réforme de la Justice.

2

□ Extrait du rapport du Ministère de la Justice « les Chantiers de la Justice – les axes de la réforme » - mars 2018

3 □ Extrait du rapport du Ministère de la Justice « les Chantiers de la Justice – les axes de la réforme » - mars 2018

4 □ Extrait du rapport du Ministère de la Justice « les Chantiers de la Justice – les axes de la réforme » - mars 2018

5 □ Extrait du rapport du Ministère de la Justice « les Chantiers de la Justice – les axes de la réforme » - mars 2018

6 □ Extrait du rapport du Ministère de la Justice « les Chantiers de la Justice – les axes de la réforme » - mars 2018

Le Plan Pénitentiaire se décompose en quatre mesures envisageant principalement une réécriture de l'échelle des peines, de nouveaux types d'établissements pénitentiaires et de régimes de détention. L'accent est également mis sur la réinsertion des détenus et une réflexion est portée en faveur des personnels pénitentiaires.

« **Conduire une stratégie immobilière globale** » est ainsi présenté comme la deuxième mesure du Plan Pénitentiaire : « **La nouvelle politique des peines s'accompagne d'une stratégie immobilière ambitieuse à partir d'une réflexion renouvelée quant à la nature des établissements et des régimes de détention qui y sont mis en œuvre** »⁷.

Le programme immobilier prévoit la création de nouveaux types d'établissements et l'évolution du régime de détention avec la création des structures d'accompagnement vers la sortie (SAS), des quartiers respect dans les centres pénitentiaires et de deux prisons expérimentales centrées le travail des personnes incarcérées.

- Outre la construction de nouvelles maisons d'arrêt, est annoncée la construction de centres pénitentiaires dotés de quartiers respect : « **L'ensemble de l'outil pénitentiaire doit, en effet, être tourné vers la réinsertion grâce à la plus grande individualisation possible du parcours, du prononcé de la sanction au terme de son exécution, avec un suivi tenant compte de la nature de l'infraction, de sa gravité, de l'auteur de cette infraction, de la situation dans laquelle il est et de son évolution** ».
- Les quartiers respect ont vocation à accueillir à la fois des prévenus et des condamnés dans des conditions favorisant l'autonomie des personnes détenues : « **Dans ces quartiers, les déplacements se feront à l'aide de badges. [...] Les détenus pourront accéder à des espaces d'atelier permettant de développer une réelle activité professionnelle. La sécurité sera adaptée au profil de ces détenus. Il n'y aura pas, par exemple, systématiquement de barreaux aux fenêtres** ».
- Deux établissements expérimentaux seront également construits « **intégrant des entreprises partenaires pour développer un dispositif de prise en charge par le travail en détention et qui se poursuivra après la libération** ».

Enfin, cette stratégie immobilière prévoit l'adaptation des règles d'affectation des détenus présentant un risque particulier d'évasion. Ils seront placés « **dans les établissements les plus sécurisés, indépendamment de leur statut pénal de prévenu ou de condamné** ».

L'ensemble de ces mesures permettra de bénéficier d'un parc immobilier pénitentiaire « **adapté à la réalité des besoins, à la nature de la prise en charge que nous entendons offrir aux différentes populations détenues** ».

3. Contexte général du projet

3.1 Contexte réglementaire de la politique carcérale

3.1.1 Règles pénitentiaires européennes (2006)

Les règles pénitentiaires européennes, non contraignantes pour les États, visent à harmoniser les politiques pénitentiaires des états membres du conseil de l'Europe et à

⁷ Extrait du « Plan pénitentiaire » présenté par la garde des sceaux le 12 septembre 2018

faire adopter des pratiques et des normes communes. L'administration pénitentiaire a ainsi décidé de faire du respect des règles pénitentiaires européennes un objectif prioritaire en ce qui concerne l'orientation de sa politique de modernisation, et ses pratiques professionnelles.

La Direction de l'Administration Pénitentiaire a ainsi identifié 8 des 108 règles européennes comme axes prioritaires de développement des futurs programmes pénitentiaires :

- **la labellisation** de certains établissements par un certificateur ;
- **l'organisation de l'accueil** des détenus entrants, le repérage et l'orientation de la population pénale ;
- l'élaboration d'un **parcours d'exécution de peines** et l'ouverture d'un livret individuel ;
- le traitement des requêtes des détenus ;
- le maintien des liens familiaux ;
- la possibilité pour le détenu de contacter à tout moment un personnel, y compris la nuit ;
- le respect d'un **cadre éthique** pour les personnels ;
- la nécessaire **information** au public.

3.1.2 La Loi pénitentiaire du 24 novembre 2009 : un tournant

La loi pénitentiaire du 24 novembre 2009 inscrit dans le droit interne des États la grande majorité des règles pénitentiaires européennes (circuit arrivant, travail pluridisciplinaire, téléphonie, etc.) par la reconnaissance des droits fondamentaux des personnes détenues. Cette reconnaissance se traduit notamment par une volonté d'accompagnement global des personnes détenues, et entièrement dirigé vers la réinsertion active, à compter de leur mise en détention (accueil).

Les principaux objectifs de la nouvelle loi pénitentiaire s'articulent notamment autour des thématiques d'amélioration des conditions d'organisation de la qualité de vie, des conditions de fonctionnement interne à l'établissement de détention (hygiène, soin, activités...), ainsi qu'à l'amélioration des relations avec l'extérieur (travail, formation, famille...) et :

- le droit à la **formation** ;
- le droit au **travail** : exercice d'une activité professionnelle encouragé (taux horaire fixé par décret et indexé sur le SMIC) ;
- la proposition d'**activités** à la personne détenue : en 2010, fixé par la Garde des Sceaux à 5 heures d'activités encadrées/jour/personne détenue ;
- **l'accès aux soins** : qualité et continuité des soins ;
- le maintien des **liens familiaux** : accueil des familles amélioré, usage du téléphone facilité, droit de pouvoir bénéficier d'au moins une unité de visite familiale ou UVF ou un parloir familial par trimestre ;
- le développement des **aménagements** de peine ;
- le principe de **l'encellulement individuel** réaffirmé.

3.1.3 La Réforme pénale du 15 août 2014

La réforme pénale organisée par la « Loi du 15 août 2014 relative à l'individualisation des peines et renforçant l'efficacité des sanctions pénales », dite « Loi Taubira », vise à lutter contre la récidive en développant, non la répression, mais l'individualisation des peines. Son principal objectif est donc d'améliorer l'efficacité des peines prononcées en distinguant leur double fonction : en premier lieu la sanction du coupable de l'infraction mais également les conditions de sa réinsertion. Cette double fonction de la peine détermine son choix et les modalités de son exécution. Les conditions d'application de cette réforme prévoient entre autres :

- la **contrainte pénale** : qui soumet la personne condamnée à un ensemble d'obligations et à un accompagnement soutenu ;
- une **évaluation régulière** de l'évolution de la personne condamnée pour adapter ses obligations ;
- un examen par le Juge d'Application des Peines de la Situation des Personnes condamnées à une peine d'emprisonnement de 5 ans au plus, lorsqu'elles ont exécuté les 2/3 de leur peine (**possibilité d'un aménagement de peines**) ;
- l'examen obligatoire de la possibilité d'une libération conditionnelle pour les personnes détenues condamnées à des longues peines, examiné lors d'un débat contradictoire lorsqu'elles ont exécuté les 2/3 de leur peine ;
- un seuil d'emprisonnement permettant au juge d'aménager la peine fixée à 1 an.

3.2 Principes fondateurs des nouveaux établissements pénitentiaires

3.2.1 Soutenir une réinsertion active

Si un établissement est un lieu de privation de liberté, c'est également un lieu de réinsertion. Le dispositif de réinsertion est fondé sur des nécessités de prévention du suicide, de réinsertion dans la société et de lutte contre la récidive.

L'espace carcéral, lui-même, s'articule autour de différentes entités fonctionnelles, spatialement identifiables et définies (vie, travail, soin, lien social, activités, culte, sport, etc.). Il porte une fonction symbolique permettant de structurer le projet de réinsertion par l'affirmation d'un message positif qui rend perceptible, à tous les stades d'expression, la notion de parcours d'exécution de la peine (qui est étroitement associée à l'idée d'individualisation de la peine).

3.2.2 L'amélioration des conditions de détention

Les principes fondateurs s'attacheront à :

- centrer la conception des établissements sur la personne détenue dans le cadre de son parcours d'exécution de peine,
- favoriser la réinsertion active des détenus : préparation à la sortie, lutte contre la récidive, et prévention du suicide,
- réaffirmer l'objectif d'exigence de la dignité de la personne détenue comme une priorité. Les conditions de vie matérielles des personnes détenues doivent correspondre aux exigences de confort physique et moral, d'hygiène et de sécurité, considérées comme dignes tout en restant simples,
- mettre en œuvre les droits des personnes détenues : Les personnes privées temporairement de leur liberté conservent leur qualité de sujet de droit et une inéluctable vocation, en fonction des conditions fixées par les règles en vigueur, à réintégrer un jour la société libre. Ainsi, la réinsertion s'appuie sur les droits fondamentaux du détenu, en particulier : l'obligation d'activités encadrées dès lors que celles-ci s'inscrivent dans le parcours de réinsertion du détenu, le maintien de la vie professionnelle, l'accès aux droits, la préparation à la sortie par les aménagements de peine, le maintien des liens familiaux par l'amélioration des visites, le droit au travail et à la formation,
- favoriser autant que faire se peut le lien social. Les espaces de socialisation seront développés de façon à permettre aux détenus, en fonction de leurs profils, d'éviter un retranchement en cellule, de maintenir les contacts avec leurs familles, de vivre des relations apaisées avec les intervenants, les personnels, et les autres détenus.

3.2.3 L'amélioration des conditions de travail du personnel

Les principes fondateurs s'attacheront à donner aux personnels des établissements pénitentiaires des conditions d'exercice favorables aux missions dévolues, facilitant les actions, le suivi des mouvements, et l'accompagnement individualisé des personnes détenues.

L'administration pénitentiaire souhaite mettre en avant le respect de la considération des personnels et la qualité des conditions de travail des agents. L'objectif est de soulager les tâches matérielles au profit d'une relation plus directe avec les détenus, de préserver un climat de sérénité dans les relations de travail, d'améliorer et de faciliter les conditions d'observation et de sécurité des personnels.

Pour cela, la conception prendra en compte :

- la qualité d'usage facilitant l'exercice des métiers de surveillance et d'accompagnement des personnes détenues dans leur suivi et leurs activités,
- les conditions de vie et de travail dans les locaux et les lieux fréquentés par l'ensemble du personnel (répondre aux exigences de lumière naturelle, de vue sur l'extérieur, de confort thermique, en acoustique, etc.),
- l'ergonomie des postes de travail (de l'administration, du greffe, des postes protégés), en particulier ceux qui sont tenus en permanence ou sur une longue durée, et qui assurent le maintien de la sûreté, la qualité de convivialité et de sérénité de tous les locaux du personnel en dehors du travail posté, afin de s'inscrire en différence avec le traitement des espaces de travail pour contribuer à la détente.

3.2.4 L'amélioration des conditions de sécurité du personnel de surveillance et des personnes détenues

Le développement de l'encellulement individuel doit permettre de répondre aux besoins de confinement des individus particulièrement dangereux et d'offrir le droit pour les autres détenus d'être protégés contre toute pression et agression.

La conception des établissements pénitentiaires devra contribuer efficacement à la mise en œuvre de conditions adaptées à chaque profil des personnes détenues, voire à la séparation des populations, selon le niveau de sûreté requis pour chacune d'elle.

La multiplication des établissements sur le territoire d'une part, la distinction claire et la mise à distance des bâtiments au sein d'un même établissement d'autre part, et enfin la différenciation des unités d'hébergement au sein d'un même bâtiment, doivent aider à la gestion des affectations des détenus par le personnel pénitentiaire à chaque échelle de la prise en charge pénitentiaire.

Les principes fondateurs s'attacheront à :

- faciliter la sécurité des personnels grâce à l'organisation fonctionnelle des locaux et des circulations, en proscrivant toute situation d'isolement ou d'éloignement des agents : les cheminements dans les bâtiments ou en extérieur éviteront tout recoin, les distances seront limitées, les angles morts seront proscrits. Des solutions de co visibilité entre agents seront recherchées notamment entre les unités d'hébergement d'un même bâtiment (solutions de nefs par exemple),
- développer un projet global : La conception de la sécurité et la recherche de la qualité architecturale seront menées de pair afin de faciliter les solutions passives. L'objectif est de sécuriser tant les personnels que les personnes détenues (chacun doit pouvoir remplir ses missions et exercer son activité tout en se sentant protégé, et cela dans tous les lieux où ce sentiment de sécurisation est nécessaire).

Les nouveaux établissements présenteront des conditions de travail et de vie en détention les plus apaisantes possibles.

3.3 Présentation du fonctionnement d'un établissement pénitentiaire

3.3.1 Types de quartier et régimes de détention

Le concept de l'établissement se base sur la différenciation des personnes détenues, via une phase d'évaluation, puis d'affectation dans un quartier d'hébergement.

- Quartier d'accueil et d'évaluation : prise en charge des nouveaux arrivants

Ce quartier est destiné exclusivement aux hommes majeurs. Ils sont pris en charge à leur arrivée dans l'établissement dans le **QAE**, où l'observation de leur comportement est réalisée (notamment pour une estimation du risque de dangerosité et du risque suicidaire), de même que leur parcours d'exécution de la peine est initié (choix des activités).

- Quartier centre de détention

Ce quartier est exclusivement destiné aux hommes majeurs condamnés à des peines supérieures à deux ans. Il s'agit d'un quartier en régime fermé, dont les portes des cellules sont maintenues fermées 24h sur 24, sauf plages horaires permettant la socialisation à l'échelle de l'unité et selon des aménagements horaires variables selon les personnes détenues.

- Quartier maison d'arrêt hommes

Ce quartier est exclusivement destiné aux hommes majeurs prévenus ou condamnés à des peines inférieures à deux ans. Il s'agit d'un quartier en régime fermé, dont les portes des cellules sont maintenues fermées 24h sur 24, sauf plages horaires permettant la socialisation à l'échelle de l'unité et selon des aménagements horaires variables selon les personnes détenues.

- Quartier respect : personnes prévenues ou condamnées à de courtes ou longues peines

Ce quartier se caractérise par l'accueil de personnes détenues ayant fait preuve d'autonomie positive au sein de l'établissement, ne présentant pas de risque de dangerosité au sens pénitentiaire, et disposées à respecter un rapport contractuel apaisé avec l'administration pénitentiaire et avec les autres détenus. Ce quartier permet de maintenir, ou de retrouver avant la sortie, les conditions d'une autonomie de mouvement et de gestion personnalisée dans le temps et dans l'espace, favorisant la prise en considération de la personne et ses choix de socialisation (gestion du temps, des espaces préférentiels, non répétitivité des activités, rapports sociaux personnalisés et moins collectivisés...).

- Unité pour détenus « vulnérables »

Lorsqu'un détenu manifeste un comportement de repli sur soi ou d'exclusion, il sera accueilli dans cette unité à l'échelle réduite qui permet une meilleure protection de la personne et réduit le risque d'agression (cette unité disposera par exemple de sa propre cour de promenade et fonctionnera en régime ouvert). Cette unité est intégrée à un quartier du centre de détention.

- Quartier d'isolement et disciplinaire

Le quartier **QI** accueille les hommes prévenus et condamnés pour lesquels une mesure d'isolement individuel a été requise, par eux-mêmes ou par le juge, afin d'assurer une protection réciproque vis-à-vis des autres personnes détenues. Le **QD** correspond aux mesures de détention spécifiques prévues dans le cadre de sanctions disciplinaires au cours de la détention.

- Unité pour détenus violents

L'Unité pour Détenus Violents accueille des personnes ayant porté un acte de violence sur les personnels, ou présentant par leur comportement pénitentiaire un risque élevé de violence vis-à-vis des autres personnes. La direction décide de l'affectation dans cette unité après passage en CPU (Commission Pluridisciplinaire Unique). L'affectation dans cette unité ne correspond pas à la traduction d'une mesure disciplinaire.

- Service médico-psychologique régional (SMPR)

Cette unité est intégrée à l'unité sanitaire dont les missions portent sur des actions de prévention, de diagnostic et de soins. Le SMPR assure la prise en charge et le suivi psychiatrique et psychologique des personnes détenues qui relèvent de ces soins. Il comporte une zone d'hébergement de 18 places.

- Pôle de Rattachement et d'Extraction Judiciaire (PREJ)

Le pôle de rattachement d'extraction judiciaire a pour mission les extractions judiciaires vers les palais de justice, les transferts judiciaires vers d'autres centres pénitentiaires et les autorisations de sortie sous escorte. Il dessert principalement l'établissement ainsi que d'autres établissements du ressort de la direction interrégionale de rattachement. Il peut également desservir les établissements de ressorts limitrophes.

Il s'agit de transporter et de surveiller les personnes détenues entre établissements pénitentiaires et palais de justice, lorsque celles-ci sont appelées à comparaître devant le juge (rendez-vous, confrontations, audiences publiques....) ou entre établissements pénitentiaires lorsqu'il s'agit de transferts.

3.3.2 La journée en détention

Chaque détenu dispose d'un règlement qui est assimilable à celui des autres détenus de son unité d'hébergement.

Le planning d'activité encadrée est organisé chaque semaine et est propre à chaque détenu, celui-ci s'engage à le respecter. Toute activité est planifiée, organisée et surveillée, à l'exception des activités personnelles que développent les détenus du quartier de confiance qui vivent davantage en autonomie, et dont les obligations sont adaptées (ex : pointages des présences à heure fixe plusieurs fois par jour).

Tout détenu, quel que soit son régime de détention, a accès à des activités encadrées journalières, hors week-end. Les activités encadrées sont de différents types :

- travail pénitentiaire,
- service général,
- formation professionnelle,
- formation scolaire,
- activités culturelles et socioculturelles,
- activités sportives,
- activités informatiques,
- programmes de prévention de la récidive.

Elles peuvent avoir un caractère individuel ou collectif.

Au-delà des heures d'activités encadrées, le détenu peut avoir d'autres motifs de déplacements :

- les visites reçues,
- les soins et contrôles médicaux,
- les activités culturelles,
- les rencontres avec les partenaires extérieurs ou intervenants (pôle emploi, aide au logement, les représentants des autorités administratives et consulaires...),

- les entretiens avec les personnels pénitentiaires (les personnels de direction, les officiers, les premiers surveillants et les personnels d'insertion et de probation),
- les entretiens avec les autorités judiciaires (juge de l'application des peines, parquet...).

En termes d'organisation spatiale, certaines fonctions seront très accessibles depuis tous les quartiers et feront l'objet d'une utilisation alternée dans le temps (ex : gymnases...). Cette gestion est d'autant plus délicate qu'il y a différents régimes de détention (mode ouvert, mode fermé). Ainsi, d'autres activités seront implantées au sein même des quartiers d'hébergement pour faciliter la gestion des flux.

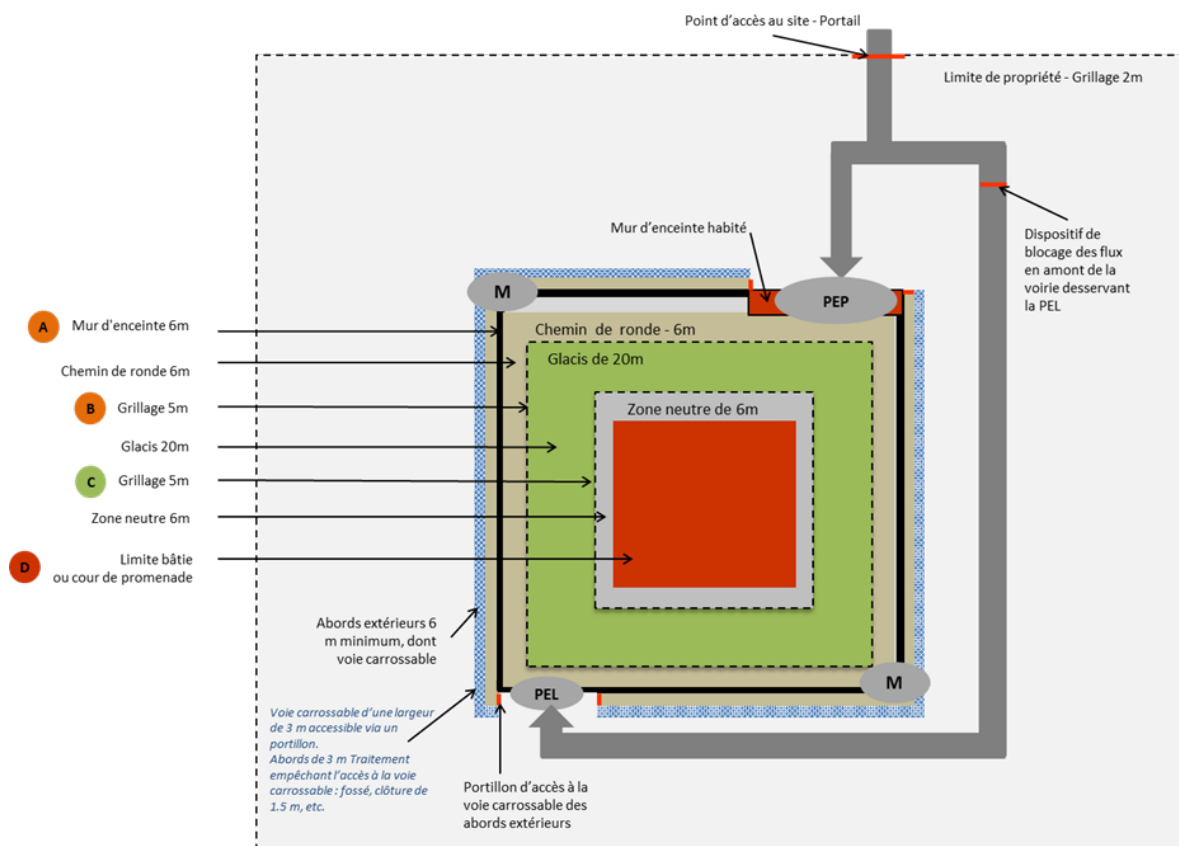
Les personnes détenues demeurent sous la surveillance constante du personnel, qui a la possibilité de contrôler leurs actions et d'intervenir.

Le dimensionnement des surfaces est fondé sur une **proposition de 5 heures d'activités par jour et par personne détenue.**

3.3.3 Organisation spatiale : sûreté et structuration de l'espace

La sûreté est une ligne directrice majeure de la conception globale du Centre de détention. L'établissement intégrera les principaux éléments de sûreté nécessaires à son fonctionnement.

A titre indicatif, voici un schéma de synthèse sur les éléments de sûreté d'un établissement pénitentiaire :



Nb : cette représentation est schématique et n'impose pas le positionnement de la PEP et de la PEL. Les deux entrées sont néanmoins localisées sur des côtés différents du mur d'enceint

Sur ce schéma nous retrouvons notamment :

- La protection périmétrique

La protection périmétrique est la dernière défense contre l'évasion et le seul élément efficace contre une intrusion. Le Centre de détention sera protégé par deux enceintes successives.

- Le chemin de ronde

L'espace entre les deux enceintes successives (intérieure et extérieure) Du centre de détention constitue le chemin de ronde. Le cas échéant, ce dernier permet également l'intervention des forces de l'ordre et des pompiers, en complément des surveillants.

- Le glacis

Le glacis est une bande de terrain découvert positionné à l'intérieur du mur d'enceinte. Il a pour fonction de retarder l'évasion ou l'intrusion, ainsi que d'empêcher les jets d'objets et les parloirs sauvages (communications orales entre les personnes détenues et des personnes situées à l'extérieur du Centre de détention). Il contribue à la zone sûreté périmétrique par la mise à distance des espaces en détention vis-à-vis du mur d'enceinte.

- La zone neutre

La zone neutre est une zone non constructible à respecter à l'intérieur de l'enceinte, au-delà du chemin de ronde et du glacis. Elle est située entre la clôture grillagée intérieure du glacis et l'ensemble des bâtiments, cours de promenade et terrains de sport.

- Les miradors

Les miradors sont des postes protégés qui contribuent à la protection de l'établissement. Leur fonction est de dissuader, de surveiller, de détecter et d'intervenir. Ils assurent leurs missions 24h/24h.

Ils sont au nombre de 2 par établissement en situation courante. Ils sont disposés sur le mur d'enceinte, en situation opposée l'un de l'autre, afin de couvrir la totalité de linéaire du périmètre de l'enceinte. Leur conception est régie par des exigences ergonomiques précises.

- Les filins anti-hélicoptères :

Le dispositif interdit à l'hélicoptère de se poser et empêche l'emploi de treuillage ou l'envoi d'échelles de corde par le risque, en cas d'accrochage, de déséquilibre de l'appareil en station.

Il doit aussi permettre de retarder les actions de personnes déposées dans l'enceinte lors des cheminements en toiture.

Il s'agit d'un réseau de câbles au-dessus des espaces à protéger, tenu par des poteaux ou une trame primaire de câbles.

Les filins anti-hélicoptères couvrent l'ensemble des cours de promenade de tous les quartiers, et toutes les surfaces au sol accessibles ou non aux personnes détenues, dès lors qu'elles excèdent un cercle de 8m.

- L'enceinte

L'enceinte du Centre de détention sera matérialisée par un mur de 6 m de haut, et sera ouverte en deux points : une porte d'entrée principale et une porte d'entrée logistique. La configuration de l'enceinte devra, autant que faire se peut, favoriser la surveillance (par vidéosurveillance notamment) en tâchant de minimiser les angles morts. Etant donné la nature de l'établissement à sécurité renforcée, deux miradors sont inclus aux angles opposés du mur d'enceinte.

- La PEP

La PEP : Porte d'entrée principale, entrée exclusive pour les piétons, et entrée des fourgons. Cette entrée représente l'entrée symbolique du centre de détention. Elle est tenue 24h/24h. Elle est lisible, évidente pour la personne qui arrive, et facile d'accès depuis l'entrée sur le domaine pénitentiaire.

- La PEL

La PEL : porte d'Entrée Logistique, entrée secondaire, exclusivement réservée aux véhicules de livraisons et logistiques.

3.3.4 Organisation fonctionnelle : points structurants

Le principe d'organisation fonctionnelle retenu est celui de la sectorisation en grandes zones, ou entités d'usage de niveau de sécurité équivalent :

- le premier niveau de séparation s'inscrit dans la nature même de l'enceinte : on distingue ainsi les zones « hors enceinte » et « en enceinte »,
- incluses dans l'enceinte, on distingue les zones « en détention » et « hors détention », ainsi que les interfaces entre ces deux zones.

L'occupation et les accès (entrée et sortie) de chacune des zones sont marqués par :

- une limite à franchir,
- des points de contrôle, positionnés sur la limite et nécessitant une autorisation pour passer à la zone suivante.

4. Enjeux généraux de l'opération

4.1 Ambitions de l'opération

4.1.1 Endiguer la surpopulation carcérale

Comme cela est précisé à l'article 1.1 de la présente note, l'opération s'inscrit dans le cadre des « Chantiers de la Justice » lancés le 6 octobre 2017 à Nantes par le Président de la République.

4.1.2 Construire les prisons de demain

Le programme du Ministère s'accompagne d'une réflexion sur la conception et l'architecture des établissements. Ces réflexions sont notamment alimentées la prise en compte des faiblesses constatées, et des pistes d'amélioration recensées dans les précédents programmes récemment mis en service. L'ambition est de renouveler le vocabulaire urbain et l'écriture architecturale des établissements pénitentiaires, traditionnellement coercitifs.

Il s'agit d'inscrire opportunément les lieux de détention dans leur environnement urbain et social, et de les affirmer en tant qu'édifices publics spécifiques qui remplissent une fonction institutionnelle singulière.

4.2 Réinsertion active : le parcours d'exécution de la peine

Si un établissement pénitentiaire est un lieu de privation de liberté, c'est également un lieu de réinsertion. Le dispositif de réinsertion est fondé sur des nécessités de prévention du suicide, de réinsertion dans la société et de lutte contre la récidive.

L'espace carcéral, lui-même, s'articule autour de différentes entités fonctionnelles, spatialement identifiables et définies (vie, travail, soin, lien social, activités, culte, sport, etc...). Il porte une fonction symbolique permettant de structurer le projet de réinsertion par l'affirmation d'un message positif qui rend perceptible, à tous les stades d'expression, la notion de parcours d'exécution de la peine (qui est étroitement associée à l'idée d'individualisation de la peine).

L'espace carcéral doit permettre un cadencement des heures, des journées, du temps de la peine. Le parcours de peine doit également s'appuyer sur la mise en place d'espaces de socialisation extérieurs et intérieurs, la conception d'espaces collectifs en hébergement et d'espaces extérieurs variés.

La conception architecturale joue un rôle considérable notamment sur la qualité des espaces, la lumière, les vues ou encore les ambiances acoustiques. Le cadre architectural doit contribuer à l'apaisement et à la prise en considération de la personne.

4.3 La prise en compte du personnel de l'administration

Les principes fondateurs s'attacheront à donner aux personnels des établissements pénitentiaires des conditions d'exercice favorables aux missions dévolues, facilitant les actions, le suivi des mouvements, et l'accompagnement individualisé des personnes détenues.

L'administration pénitentiaire souhaite mettre en avant le respect de la considération des personnels et la qualité des conditions de travail des agents. L'objectif est de soulager les tâches matérielles au profit d'une relation plus directe avec les détenus, de préserver un climat de sérénité dans les relations de travail, d'améliorer et de faciliter les conditions d'observation et de sécurité des personnels.

Pour cela, la conception prendra en compte :

- la qualité d'usage facilitant l'exercice des métiers de surveillance et

- d'accompagnement des personnes détenues dans leur suivi et leurs activités,
- les conditions de vie et de travail dans les locaux et les lieux fréquentés par l'ensemble du personnel (répondre aux exigences de lumière naturelle, de vue sur l'extérieur, de confort thermique, en acoustique, etc.),
- l'ergonomie des postes de travail (de l'administration, du greffe, des postes protégés), en particulier ceux qui sont tenus en permanence ou sur une longue durée, et qui assurent le maintien de la sûreté, la qualité de convivialité et de sérénité de tous les locaux du personnel en dehors du travail posté, afin de s'inscrire en différence avec le traitement des espaces de travail pour contribuer à la détente.

4.4 L'optimisation fonctionnelle avec des coûts maîtrisés

Le pouvoir adjudicateur attache une importance particulière à la maîtrise économique du projet, tant au niveau de l'investissement que de l'exploitation du bâtiment.

La conception du plan masse contribuera très directement à la qualité fonctionnelle et à la maîtrise des coûts : la recherche d'une organisation efficace et d'une qualité des espaces bâtis et non bâtis entre directement dans l'économie du projet.

La conception architecturale influe en particulier sur l'effectif nécessaire de surveillance. Le cloisonnement est indispensable pour mieux contrôler et cantonner, le cas échéant, les personnes détenues. Cependant, des circulations complexes nécessitent un nombre accru d'agents et génèrent des pertes de temps au détriment de la disponibilité à consacrer à l'accompagnement direct des personnes détenues.

L'économie en milieu pénitentiaire va de pair avec la simplicité : compte tenu de la population accueillie et des exigences liées aux conditions de travail du personnel, les propositions contribueront à l'efficacité (liaisons fonctionnelles bien respectées entre les composantes du programme).

4.5 Les objectifs architecturaux et d'insertion dans le site

4.5.1 La valeur de symbole

L'insertion spatiale, l'architecture, le plan masse, doivent être adaptés à l'expression d'un projet social et institutionnel, centré sur l'affirmation du concept de prison républicaine. Le parti architectural devra par conséquent s'efforcer de souligner cet aspect sans imposer en particulier aux personnels et aux personnes externes au milieu carcéral la lourdeur de la symbolique liée à l'enfermement.

4.5.2 Un message d'espoir

Associé à l'objectif de réinsertion de la personne détenue, l'établissement pénitentiaire sera aussi un lieu de nouveau départ pour la vie en société après l'incarcération. Ainsi les messages de « réparation » et de « préparation à la sortie » devront faire partie intégrante de la conception des lieux.

C'est au sein de la micro-société de l'établissement, et grâce aux liens sociaux qui se tissent autour de celui-ci (parloirs, mais aussi formation, activités, ...), selon des espaces adaptés et respectueux, que la lutte contre la récidive peut se construire, et que chaque détenu pourra prendre ou reprendre ses repères.

4.5.3 Des lieux de vie apaisés

L'atténuation des signes anxiogènes de l'enfermement est une priorité. La conception architecturale s'attachera à créer un lieu de travail pour les personnels, un lieu de vie pour les personnes détenues, et un lieu de passage pour les visiteurs, qui ne soient pas source d'anxiété, de tension, ou de tristesse, et qui au contraire, soient propices à la sérénité et à l'apaisement.

L'objectif est bien de rompre avec la production standardisée et répétitive des réponses architecturales, et de définir une réponse innovante et adaptée à chaque établissement, et à chaque quartier.

Plusieurs paramètres concourent à ces exigences : Le rapport qualitatif au site et au paysage, le rapport à la lumière naturelle, la qualité des vues sur l'extérieur, la diversité des ambiances, l'acoustique, la qualité des espaces extérieurs, et le verdissement des établissements (marquage des saisons, qualité des usages possibles, ...).

5. Enjeux techniques et environnementaux

5.1 L'exigence de sécurité et de sûreté

Il est impossible de considérer les points de sécurité/sûreté isolément, indépendamment de la **réflexion globale** (ex : zones de surveillance / matériel mis en œuvre pour la surveillance / nombre de surveillants en charge de surveillance physique et vidéo, ...) tant sur les choix architecturaux généraux, que sur les dispositions techniques qui viennent en complément.

Les circulations, horizontales et verticales, devront notamment être organisées pour faciliter la gestion des mouvements des personnes détenues escortées et garantir la fluidité de ces déplacements. Cette réflexion globale comprend aussi la différenciation des dispositifs par quartiers et la cible sécuritaire correspondant à la population accueillie dans chacun d'eux. L'objectif est donc d'assurer un **niveau de sécurité adapté**, à la **prévention** et à la **riposte** éventuelle, par la prise en compte de ces prérogatives humaines et matérielles et dans le respect de chacun.

Les réponses aux exigences doivent être trouvées dans leur globalité selon l'analyse objective des risques. Un élément de sécurité (des bâtiments, des biens, des personnes) et de sûreté (en faveur de la surveillance ou du maintien de l'ordre) n'a en effet pas de valeur absolue en tant que telle mais seulement dans sa relation à l'ensemble dans lequel il prend place.

Cette réflexion globale comprend le niveau de sécurité et de sûreté du Centre de détention dans son ensemble mais aussi la différenciation des quartiers et la cible sécuritaire correspondant à la population accueillie dans chacun d'eux. Les obligations de séparation pourront ainsi être mises en œuvre dès que nécessaire, notamment pour écarter les profils les plus dangereux du reste de la détention.

La gestion des déplacements des personnes détenues au sein de l'établissement est un point important de la dimension sécuritaire (points de croisements, contrôles...). Ainsi, l'organisation des circulations verticales et horizontales fait partie intégrante de la sécurité et de la sûreté active et passive de l'établissement.

5.2 Les objectifs de l'exploitation-maintenance

L'objectif principal est d'assurer un fonctionnement de qualité sur le long terme. En ce sens, cet objectif se décline comme suit :

- fournir en permanence aux utilisateurs un environnement permettant le **bon exercice de l'activité pénitentiaire**,
- maintenir en **très bon état** l'ensemble de l'ouvrage,
- garantir le **parfait fonctionnement des installations** techniques et de sûreté du site,
- satisfaire aux exigences réglementaires en matière **d'hygiène et de sécurité**,
- observer, évaluer et **maîtriser les coûts d'exploitation** et de maintenance,
- assurer une **traçabilité** (historique et géographique) des pannes et des interventions.

Ainsi, la prise en compte, dès la conception architecturale et technique, de l'entretien et de la maintenance des équipements installés (notamment d'accès aisés aux installations, tout en respectant les exigences de sûreté) participera à l'atteinte de ces objectifs. Il s'agira également de prendre en compte la sollicitation exceptionnelle de certains matériels (ex : serrurerie, menuiserie ...) en proposant des produits adaptés.

5.3 S'inscrire dans une démarche de développement durable

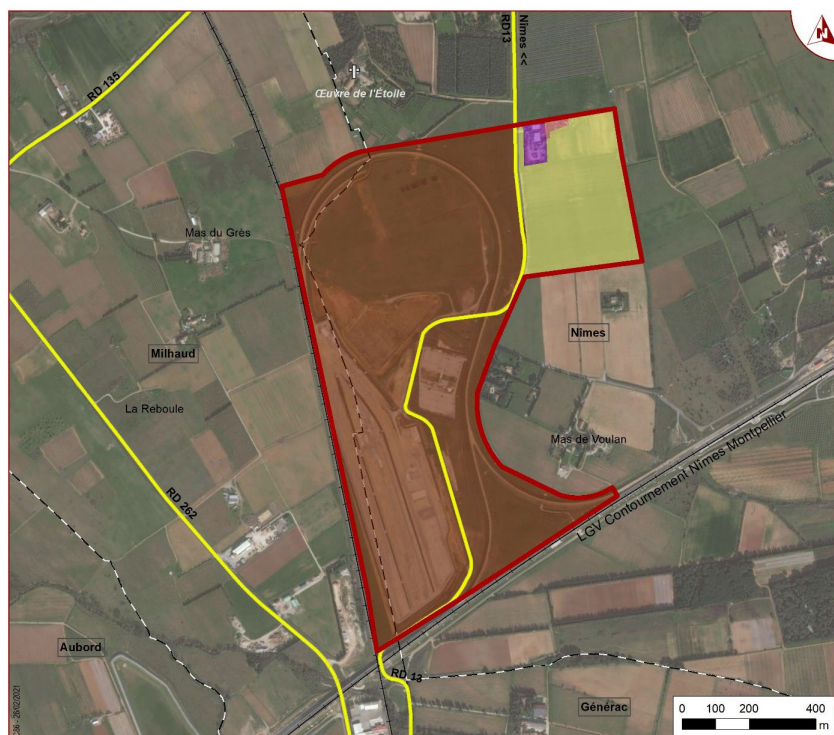
Les constructions pénitentiaires doivent s'inscrire dans la stratégie nationale de développement durable définie au niveau gouvernemental pour toutes les politiques publiques.

Les priorités définies sont les suivantes :

- qualité de vie : cet objectif s'intéresse à la qualité du bâti vis-à-vis de ses futurs utilisateurs,
- respect de l'environnement : consommations énergétiques, consommation d'eau, émissions carbone, impact sur la faune et la flore, sont autant de sujets auxquels il faudra porter attention dans la conception du bâtiment,
- performance économique : maîtriser les coûts et charge du bâtiment encourage également la reproductibilité de ce type de projets.

Occupation du sol

- Périmètre du site d'étude
- Limite de commune
- Route départementale
- Voie ferrée
- Zone d'habitation
- Routes et chemins
- Espace agricole
- Stockage de matériel
- Ancienne base travaux pour la construction de la LGV



SNCF Réseau est propriétaire d'une large partie du foncier (environ 27 ha). Les parcelles sont en cours de rétrocession ou proposées à l'acquisition à l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie pour le compte de Nîmes Métropole. Le reste des parcelles est en propriété privée.

Le site est entouré par une rampe, anciennement d'usage ferroviaire, qui fait environ 1 200 m de long. Il dispose pour le moment de deux entrées par la RD13 qui traverse le terrain de part en part et se connecte à la RD135 au Nord et à la RD262 au Sud à l'entrée de Gènerac. Au centre du site, se trouve également un poste gaz de sectionnement appartenant et exploité par GRTGaz, relatif au gazoduc DN800 qui traverse le terrain.

Il se trouve au croisement d'une ligne ferroviaire classique Nîmes / Le Grau du Roi et de la LGV.

Le site d'étude est donc composé de terrains en friche, une partie des bassins de traitement des eaux est encore en place et une partie est recouverte par des anciennes plateformes bétonnées.

La partie nord-est du site d'étude est occupée par des parcelles agricoles de maraichage (légumes, fruits). Une habitation et un bâtiment abritant une entreprise de stockage de matériaux sont présents à l'extrémité nord-est.



Vue sur l'ancienne plateforme de remisage de matériaux (source : Egis, janvier 2020)



Vue sur les terrains en friche au nord de la route de Générac (source : Egis, janvier 2020)



Vue sur la rampe ferroviaire, ouverture pour la route de Générac (source : APIJ, 2020)



Vue sur la parcelle agricole au nord-est du site d'étude (source : Egis, 2021)



Poste GRTGaz au centre du site (source : EGIS, 2021)

Le site d'étude se situe en majorité sur une ancienne base de travaux de la LGV.

6.2 Situation de l'existant

L'actuelle maison d'arrêt de Nîmes (située à Nîmes, au 131 Chemin Haut de Grézan) mise en service en 1974 est confrontée à une forte suroccupation carcérale. Au 1er décembre 2021, elle comptait au total 200 places pour 397 détenus écroués et présentait un taux de 198,5 % d'occupation. Afin de limiter cet effet à court terme et dans l'attente qu'un nouvel établissement voit le jour d'ici 2027, la réalisation d'une extension est en cours et permettra d'accueillir 150 personnes supplémentaires (120 places pour les détenus hommes et 30 places pour les détenues femmes).

Les 700 places prévues dans le projet de nouvel établissement pénitentiaire de Nîmes Sud permettront de résorber la surpopulation carcérale sur le territoire.

Cet établissement viendra garantir la capacité d'accueil sur la région en offrant 700 places de détention.



6.3 Scénario retenu

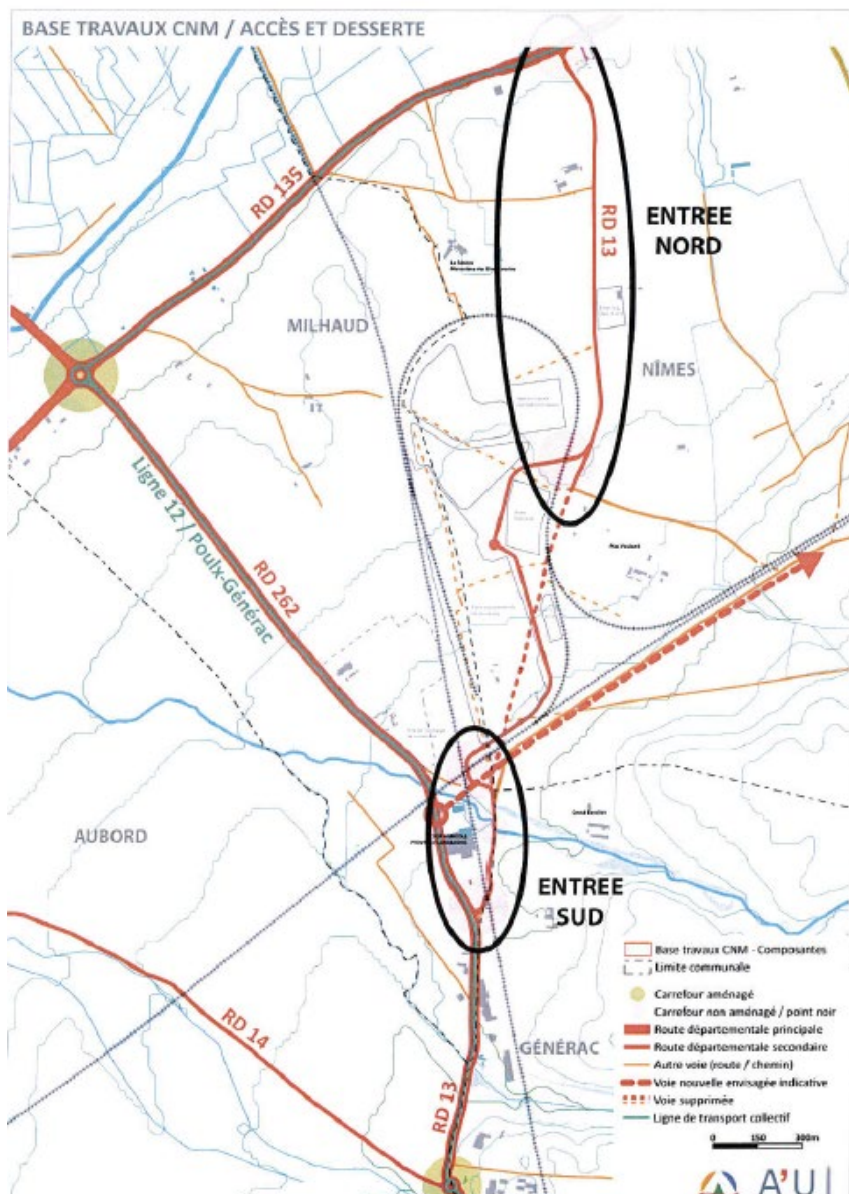
Le scénario retenu par le ministère de la Justice prévoit la construction d'environ 23 500 m² environ de surface utile avec une hauteur maximum de R+4+combles pour la création de 700 nouvelles places.

Environ 300 places de parking seront créées pour le personnel (y compris places PMR et places pour deux roues) et environ 180 places pour les visiteurs (y compris places PMR et places pour deux roues).

L'accès prévisionnel

L'accès prévisionnel au site pénitentiaire est prévu par le sud.

Cet accès emprunte un passage à niveau (ligne TER) et un passage inférieur sous la ligne TGV (pont ferroviaire).



L'accès nord du site ne sera pas retenu afin de préserver les enjeux environnementaux et de désertes douces (voie vélo) et de transports en commun (ligne de bus).

La route de Gènerac, voirie de 3 mètres de large (deux fois une voie), sera déviée à l'est du site (le long de la butte formée par l'ancienne rampe ferroviaire). Ce dévoiement se fera sur environ 1,5km et comportera un giratoire à 3 branches minimum permettant l'accès au centre pénitentiaire d'une part et à une future zone économique d'autre part. La réalisation de cet ouvrage constitue une tranche optionnelle au marché.

Ces éléments prévisionnels seront confirmés ou adaptés en fonction notamment de l'évolution du projet connexe potentiel, à savoir une zone d'activité économique de Nîmes-Métropole prévue en partie sud du site.

Le site d'étude se situe dans une zone avec une très forte sensibilité écologique

Plusieurs espèces protégées animales ont été observées sur le terrain notamment l'outarde canepetière, **espèce protégée réglementairement aux niveaux européen et français**, implantée au nord du site ; aucune espèce végétale protégée n'a été observée.

Un dossier de dérogation « espèces protégées » sera ainsi à prévoir. Le maître d'ouvrage devra y justifier la bonne application de la démarche éviter-réduire-compenser. Il est ainsi attendu du titulaire du marché une recherche de configuration du projet permettant d'éviter, à défaut réduire, au maximum les impacts négatifs sur l'environnement. Cela peut consister par exemple à décaler l'emprise du projet pour éviter un impact sur un espace sensible, une espèce protégée.

Concernant la police de l'eau, les candidats admis à remettre une offre devront chacun préciser le régime applicable au projet en matière de procédure Loi sur l'eau (déclaration ou autorisation) et remettre un pré-dossier Loi sur l'eau avec la description des caractéristiques des ouvrages hydrauliques, quel que soit le régime applicable.

Dans la conception et la mise en œuvre de leurs projets, les maîtres d'ouvrage doivent définir les mesures adaptées pour éviter, réduire et, lorsque c'est nécessaire et possible compenser leurs impacts négatifs significatifs sur l'environnement. Cette démarche doit conduire à prendre en compte l'environnement, le plus en amont possible lors de la conception des projets, d'autant plus que l'absence de faisabilité de la compensation peut, dans certains cas mettre, en cause le projet. La séquence « éviter, réduire, compenser » (ERC) a pour objectif d'éviter les atteintes à l'environnement, de réduire celles qui n'ont pu être suffisamment évitées et, si possible, de compenser les effets notables qui n'ont pu être ni évités, ni suffisamment réduits. Le titulaire du marché de conception-réalisation définira l'implantation des ouvrages composant le nouveau centre pénitentiaire.

L'emprise d'implantation prévisionnelle de l'établissement est donnée sur la carte ci-dessous :



Voisinage immédiat du site

Au sud du centre pénitentiaire, le site Oc'tavia devrait accueillir à terme une zone économique que souhaite développer la métropole de Nîmes sur environ 15 hectares.

Rappel : le nord du site est traversé par un gazoduc avec une station de maintenance.

Des mas d'habitation sont présents à l'est de site, par-delà la butte formée par l'ancienne rampe ferroviaire.

La proximité d'axes de circulation ferrée

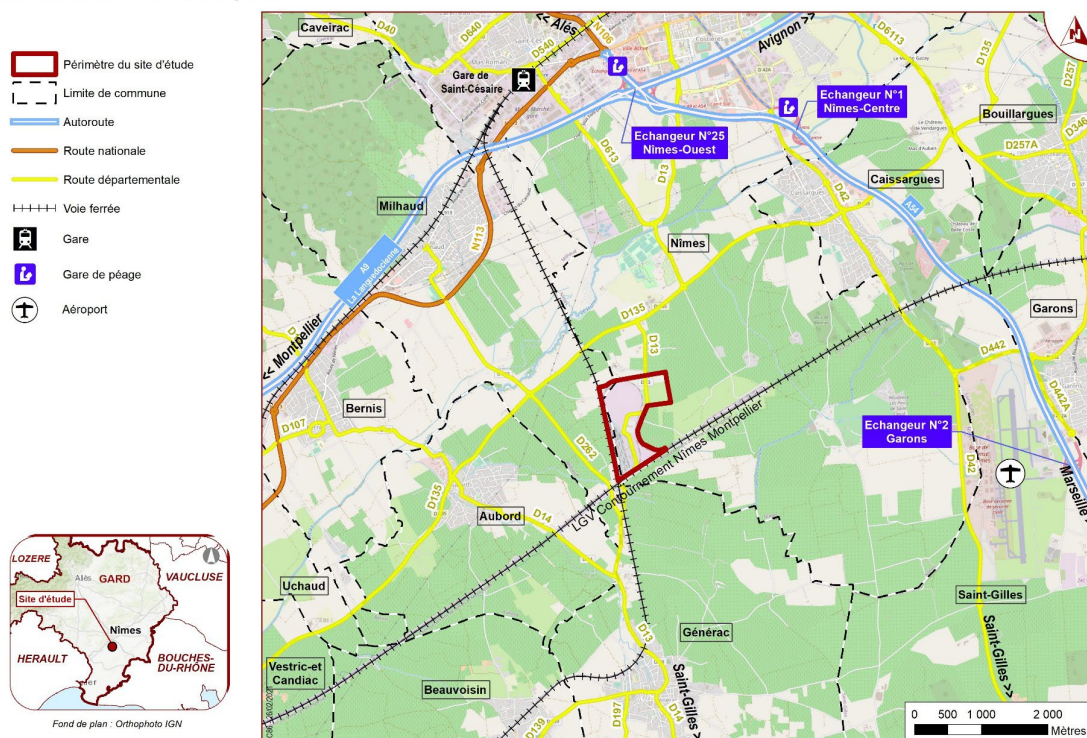
La proximité des voies ferrées engendre des nuisances sonores au sud et à l'est du site. Le plan de masse devra être conçu de telle sorte à limiter l'impact sonore de ces infrastructures sur les détenus et le personnel pénitentiaire.

7. Données de cadrage et enjeux opérationnels

Ces extraits de l'analyse de faisabilité sont susceptibles d'évoluer.

7.1 Accessibilité

Infrastructures de transport



7.1.1 Infrastructures routières

La ville de Nîmes est particulièrement bien desservie par les infrastructures routières. Le site d'étude se situe à proximité d'axes majeurs :

- l'**autoroute A9** « La Catalane » en direction de l'Espagne, est située à environ 4 km au nord du site. L'accès le plus proche à cette autoroute se fait par l'échangeur n°25 « Nîmes Centre » situé à environ 8 km au nord-est ;
- l'**autoroute A54** entre Nîmes et Salon-de-Provence est située à environ 8 km au nord-est du site, et accessible par l'échangeur « Nîmes Centre » ;
- la **RD135**, voie intercommunale du sud de l'agglomération, se situe à environ 900 mètres au nord du site ;
- la **RD13**, axe secondaire qui traverse le site d'étude (**route de Géricac**), relie la commune de Géricac à la RD135.

Le site est actuellement traversé et bordé par la RD13 « route de Géricac ». Il dispose de deux entrées sur la RD13.

- L'entrée nord se fait depuis la RD135, puis la RD13 vers le sud en franchissant la rampe ferroviaire par un ouvrage dimensionné pour un trafic routier, mais

sans modes doux. En revanche, il n'existe pas de « tourne à gauche » depuis la RD135 en venant de Caissargues vers la RD13 allant au site d'étude.

- L'entrée sud se fait à partir d'un carrefour en T entre la RD262 et la RD13, puis un passage sous la LGV.

Entrée nord



RD135/RD13, pas de tourne à gauche depuis la RD135 vers la RD13(source : Street View, 2019)



La RD13 entre la RD135 et le site d'étude (source : Egis, 2021)



RD 13 passage sous la rampe ferroviaire (source : Egis, 2021)

Entrée sud



Carrefour avec la RD13 et la RD262 (source : Street View, 2019)



RD13 passage inférieur sous la LGV (source : Egis 2021)

Les trafics disponibles concernent les infrastructures suivantes :

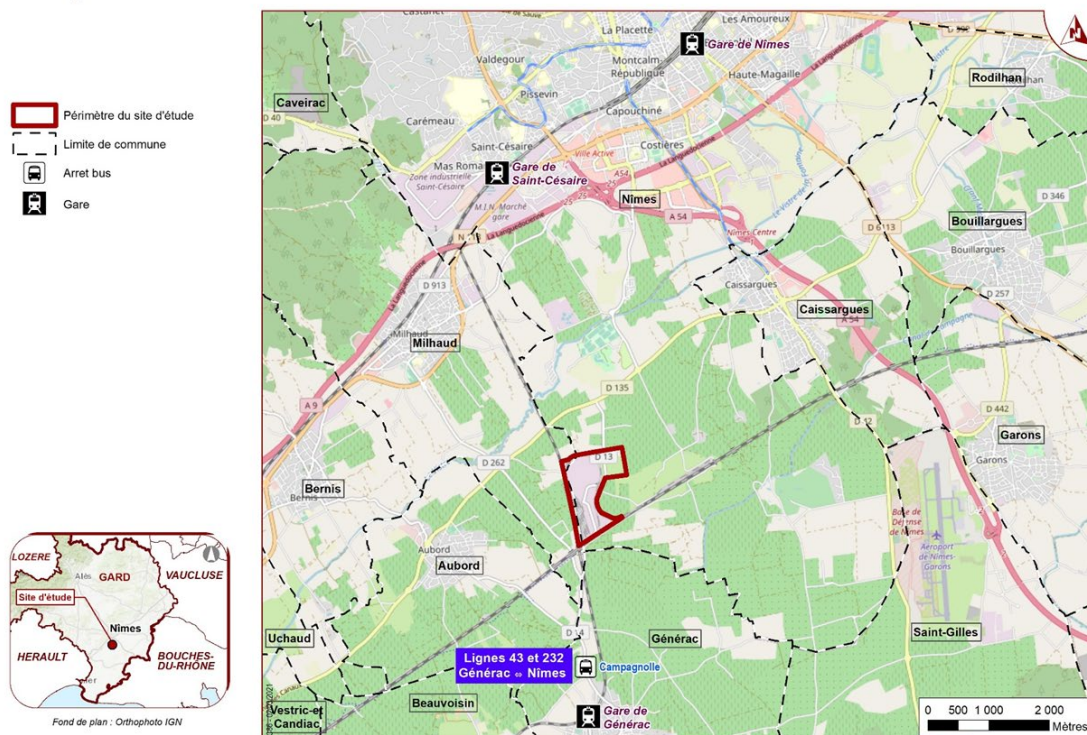
l'A9 : le trafic moyen journalier annuel (TMJA) était de 41 858 veh/j en 2017 ;
RD135 : le trafic moyen journalier annuel était de 20 125 veh/j en 2013.

Le site est desservi par les infrastructures routières alentours (A9, RD135 et RD13).

L'accès au site d'étude est possible par la RD13 depuis la RD135 au nord et la RD262 au sud. Le site est traversé par la RD13 (route de Générac). Ces voiries environnantes sont en capacité d'accepter les trafics dus au fonctionnement d'un établissement pénitentiaire et à sa construction. Il sera peut-être nécessaire d'aménager un carrefour reliant la RD135 à la RD13 allant vers le site

7.1.2 Transports en commun

Transports en commun



• Bus

Le site n'est pas desservi directement par les transports en commun du réseau Tango, réseau de bus de Nîmes Métropole géré par Transdev Nîmes mobilité. L'arrêt de bus le plus proche se situe à 2,5 km au sud, sur la route de Nîmes (RD13) à Gênerac. C'est l'arrêt « Campagnolle » qui est desservi par deux lignes de bus :

Ligne 43 Gênerac ⇌ Nîmes

La fréquence de passage est d'environ une heure de 5h55 le matin à 19h05 le soir.

La desserte se fait depuis et vers le centre-ville de Nîmes. La ligne 43 est en service du lundi au samedi. Le temps de trajet moyen depuis le centre-ville de Nîmes vers l'arrêt « Campagnolle » et inversement est de 20 minutes.

Ligne 232 Gênerac ⇌ Nîmes

La fréquence de passage est un aller vers Nîmes le matin et un retour vers Gênerac le soir. Cette ligne ne fonctionne que pendant les périodes scolaires.

Ligne de bus	Arrêts	Distance au site	Temps à pied	Fréquence semaine
43	Campagnolle	2,5 km par le sud	29 min par le sud	1 heure
232	Campagnolle	2,5 km par le sud	29 min par le sud	1 passage le matin à 6h55 et 1 passage le soir à 16h46 sauf le mercredi

Il est à noter que l'itinéraire des lignes de bus empruntant la route de Nîmes (RD13) a été modifié lors de la construction de la base de travaux de la LGV.

7.1.3 Infrastructures ferroviaires

Le site est également se trouve à la croisée de la LGV et de la voie classique Nîmes-Le Grau du Roi.

La gare la plus proche est celle de Générac. C'est une gare ferroviaire de la ligne de Saint-Césaire au Grau-du-Roi. Elle est desservie par des trains express régionaux TER Occitanie à destination ou en provenance de Nîmes et Le Grau du Roi.

Elle est située à 3,5 km du site, soit 5 minutes de trajet en voiture ou 29 minutes de trajet à pied et en transport en commun en empruntant la ligne 43 de bus. En effet, l'arrêt « Gare de Générac » est situé sur le parvis de la gare de Générac.

À partir de la gare de Générac, le temps de parcours pour rejoindre la gare de Nîmes en train est de 14 minutes. La fréquence de trains reliant les deux gares est de quatre allers quotidiens vers Nîmes (deux le matin et deux le soir) et deux retours le soir.

La gare de Nîmes est située à 10,5 km du site, soit 18 minutes de trajet en voiture. Elle est desservie par des TGV, des Intercités de nuit et des trains express régionaux du réseau TER Occitanie.

Comme indiqué précédemment, la ligne 43 permet de relier, en bus, la gare de Nîmes aux arrêts « Campagnolle » et « Gare de Générac ».

7.1.4 Transports aériens

L'aéroport de Nîmes Alès Camargue Cévennes est situé au sud-est de Nîmes, à près de 12,5 km du site, soit 15 minutes de trajet en voiture.

Il est desservi par la navette aéroport depuis la gare routière de Nîmes à l'aéroport du réseau Tango. Cette ligne rejoint la gare routière de Nîmes en environ 25 minutes.

L'aéroport est géré par Edeis. Son trafic annuel était de 231 031 passagers en 2019.

Il est utilisé par une compagnie régulière qui dessert quatre aéroports d'Europe.

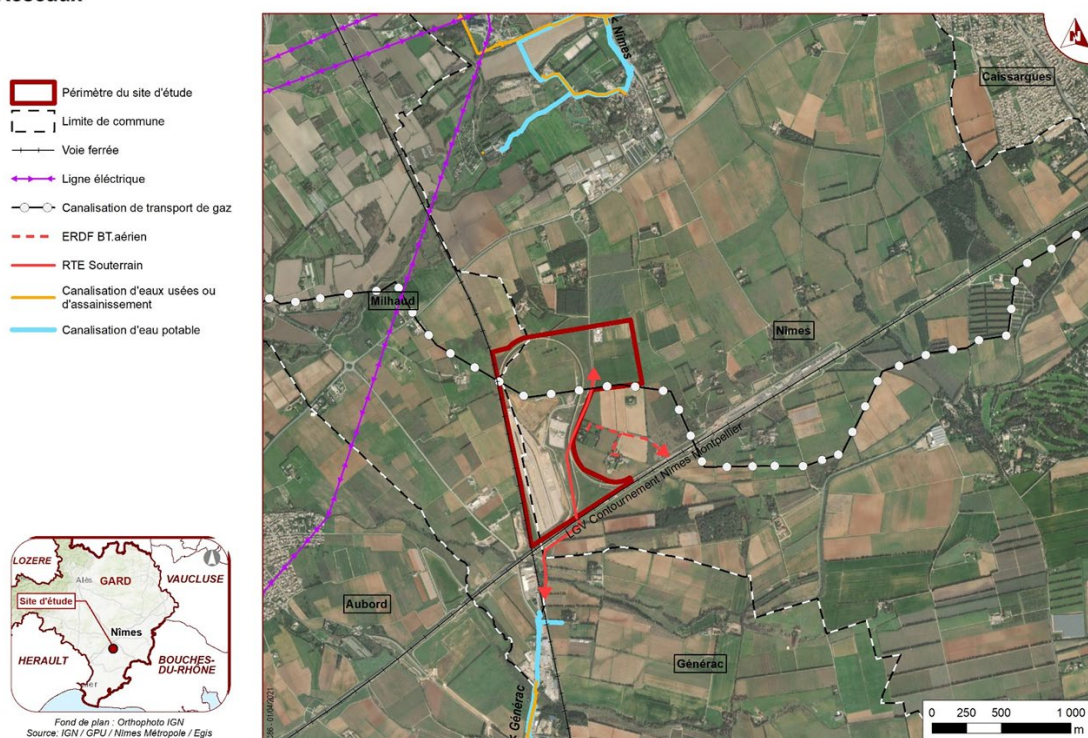
La desserte du site en transport en commun se fait uniquement par le réseau de bus. Le site n'est cependant pas desservi directement, l'arrêt le plus proche est actuellement distant d'environ 2,5 km.

Les autres modes de transports sont utilisables (train), mais la distance au site implique forcément le recours à la voiture. En effet, la gare de Générac se trouve à 3,5 km au sud du site et la gare de Nîmes à 10,5 km au nord.

Afin de desservir le site, une réorganisation du réseau de transports en commun devra être envisagée par les acteurs locaux. Cette question sera abordée lors du comité de pilotage de l'opération prévu à l'automne 2023.

7.2 Infrastructure de réseaux

Réseaux



7.2.1 Réseaux électriques

Le site est raccordé au réseau électrique, mais il n'est pas traversé par une ligne électrique HT.

L'alimentation en électricité se fait par un réseau souterrain arrivant au niveau de l'ancienne base vie du site.

7.2.2 Réseau de gaz

Le réseau de gaz traverse le site par le biais de la canalisation de transport de gaz GRT DN 800, mais n'alimente pas le site.

Il s'agira de prendre contact avec le gestionnaire GRDF afin de s'informer des possibilités de raccordement.

7.2.3 Eau potable

Nîmes Métropole a la compétence de l'eau et de l'assainissement sur la commune de Nîmes. Le site n'est pas raccordé au réseau d'eau potable.

Le réseau d'eau potable le plus proche est celui présent à l'est de l'ancienne base vie de l'autre côté de la rampe au niveau du domaine de Mas de Voulard. Il s'agit d'une canalisation de diamètre 350 mm.

Il s'agira de s'informer auprès du gestionnaire des possibilités de raccordement à ce réseau.

Un prélèvement d'eau potable avait été mis en place pour exploiter la nappe de la Vistrenque et alimenter la base travaux. Le bassin de la base travaux a été désimperméabilisé car, aujourd'hui, il n'y a plus d'activité à risque sur ce site. Le forage est toujours présent sur site.

7.2.4 Défense incendie

Le réseau eau potable à proximité du site n'est pas équipé de poteaux incendie.

Selon l'implantation du projet, des poteaux devront être installés.

7.2.5 Eaux usées

Le réseau d'eaux usées de la commune de Nîmes n'est pas présent au niveau du site. Les réseaux les plus proches se situent à plus de 2 km à vol d'oiseau.

La station d'épuration de Nîmes et la station d'épuration de Milhaud sont situées au nord du site, à plus de 2 km.

La station d'épuration de la commune de Nîmes est de type boues activées, dont le rejet s'effectue dans le Vistre. Elle a une capacité nominale de 220 000 EH (équivalents-habitants). En 2019, la charge maximale en entrée était de 175 870 EH.

Il conviendra de vérifier que la capacité résiduelle du réseau d'eaux usées permet d'évacuer les rejets quotidiens d'un établissement pénitentiaire de 700 places.

7.2.6 Eaux pluviales

Il n'est pas identifié de réseaux d'eaux pluviales au sein ou aux abords du site d'étude.

Il avait été mis en place sur la base travaux un réseau de fossés qui récupéraient les eaux des plateformes imperméabilisées et les amenaient à un bassin de décantation. Les eaux pluviales collectées sur la base travaux (surface imperméabilisée : 17,4 ha) transitaient par un bassin multifonctions imperméable. Les eaux pluviales collectées sur la base bureaux transitaient par un bassin d'écroulement. Les bassins sont toujours présents sur site. Celui de la base travaux a été désimperméabilisé.

Conformément au règlement du PLU concernant le zonage du site, « *Les bassins de rétention auront une forme et des pentes permettant de s'intégrer au paysage et faciliter leur entretien* ». Ces dispositions devront être respectées dans le cadre du projet.

7.2.7 Réseau de télécommunication

Le réseau numérique à très haut débit de Nîmes Métropole (Gecko) est connecté à la base travaux depuis 2013.

Le gestionnaire de ce réseau sera interrogé afin de préciser si la capacité résiduelle permet de répondre aux besoins d'un établissement pénitentiaire de 700 places.

Les réseaux d'électricité et télécommunication sont présents au sein du site d'étude.

Les autres réseaux sont présents aux abords, mais pas directement sur le site.

Ils devront être développés et renforcés dans le périmètre.

7.3 Principaux engagements environnementaux au titre de l'étude d'impact portée par la procédure de DUP

Le projet fera l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique (DUP) dont le dossier (comportant notamment une étude d'impact) est en cours d'élaboration.

La procédure d'enquête publique se déroulera en S1 2024, pour un arrêté de DUP mise en compatibilité du plan local d'urbanisme prévu au T2 2024 et mettra en exergue l'ensemble des enjeux de l'opération, notamment sur le volet environnemental, mais aussi sur les considérations issues de la phase de participation du public.

L'ensemble des engagements et prescriptions évoquées ci-après devra être intégré dans les offres des candidats.

7.3.1 Dérogation espèces protégées »

Le projet fera l'objet d'une procédure de dérogation espèces protégées. Le groupement aura un rôle déterminant dans la constitution du dossier espaces protégés et la mise en place des mesures de compensations. Cette démarche sera portée par l'APIJ et permettra de valider les mesures d'évitement, de réduction et de compensation à mettre en place dans le cadre du projet, tant pour la partie travaux que pour l'exploitation future du bâtiment.

Le groupement aura donc un rôle primordial dans la bonne mise en place des mesures d'évitement et de réduction qui sont liées au chantier.

NOTA : Il est rappelé que ces éléments réglementaires sont ceux connus au moment du lancement de l'avis de publicité et que le présent paragraphe devra être actualisé si ce cadre réglementaire venait être ultérieurement modifié par la loi.

7.3.2 Procédure loi sur l'eau

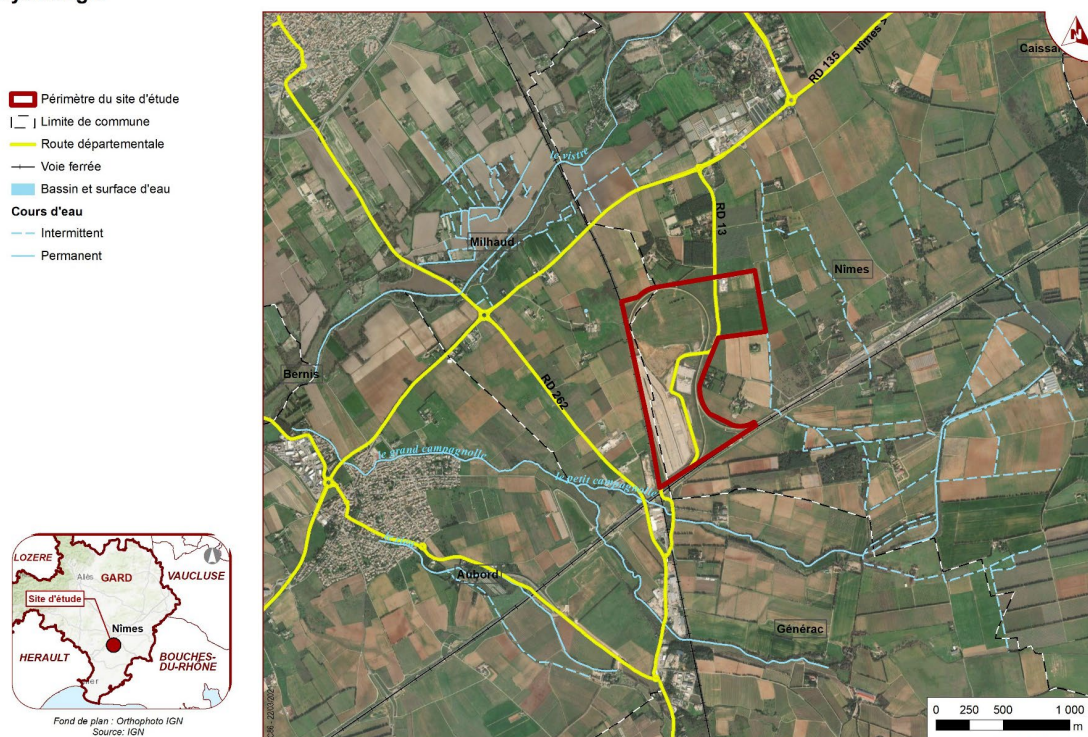
Concernant la police de l'eau, candidats admis à remettre une offre devront chacun préciser le régime applicable au projet en matière de procédure Loi sur l'eau

(déclaration ou autorisation) et remettre un pré-dossier Loi sur l'eau avec la description des caractéristiques des ouvrages hydrauliques, quel que soit le régime applicable.

7.4 Contraintes du sol et sous-sol

7.4.1 Hydrogéologie

Hydrologie



L'hydrogéologie du secteur se caractérise par la présence d'un type d'aquifère : les nappes alluviales du Vistre et des Costières.

La nappe de la Vistre est principalement alimentée par :

- la pluie au droit de ses affleurements, la répartition de cette recharge est cependant assez inégale selon que les cailloutis sont affleurants ou recouverts par des formations limoneuses peu perméables ;
- les calcaires des Garrigues ;
- les cours d'eau, dans une faible mesure ;
- et les Costières.

Dans le cadre du suivi piézométrique des eaux mis en place par RFF au moment des études préalables à la base travaux CNM, un forage avec piézomètre a été réalisé à proximité immédiate du site de la base bureaux. Les résultats du suivi du niveau d'eau (jusqu'en 2011) montrent que dans ce secteur le niveau de la nappe est situé à environ 10 m sous le terrain naturel (variation du niveau de - 5,40m à - 11,05m).

L'amplitude des variations entre niveaux de basses et hautes eaux est importante et peut atteindre 7 mètres au niveau des Costières et près de 5,5 mètres dans la vallée du Vistre jusqu'au Vidourle. Elle s'écoule selon une direction nord-est / sud-ouest.

Au niveau du site d'étude, l'existence d'une couverture limono-argileuse peu perméable entraîne un comportement semi-captif de la nappe.

D'après l'étude hydrogéologique réalisée dans le cadre de la mise en place d'un captage en eau pour la base de travaux en 2013, le forage présente la lithologie suivante :

- de 0 à 5,5m : galets dans une matrice argileuse ;
- de 5,5 à 21m : galets dans une matrice sableuse ;
- de 21 à 24m : marnes bleues qui constitue le substratum imperméable.

La ressource souterraine peut être considérée comme moyennement vulnérable aux pollutions de surface.

Le niveau de la nappe a été mesuré à 12 mètres de profondeur.

Une étude piézométrique est engagée. Les relevés afin de déterminer précisément le niveau de nappe au droit du site démarreront à l'automne 2023. Les résultats intermédiaires seront communiqués dans le DCE.

7.4.2 Hydrographie

- **Réseau hydrographique**

Le site d'étude est localisé dans le bassin versant du Vistre.

Les cours d'eau les plus proches du site sont le Petit Campagnolle et le ruisseau de Valdebane. Le ruisseau du petit Campagnolle est à environ 1 km au sud et le ruisseau de Valdebane à environ 600 m à l'est. Le Petit Campagnolle est un affluent du Grand Campagnolle. Le ruisseau de Valdebane est un affluent du Vistre.

Aucun cours d'eau n'est présent sur le site d'étude. Deux bassins de rétention de récupération des eaux pluviales de la base travaux ont été construits et sont encore en place aujourd'hui mais ont été désimperméabilisés.

- **Captages d'eau potable**

Le site d'étude n'est pas concerné par un captage d'eau potable ni un périmètre de protection associé.

Un captage a été réalisé sur le site dans le but d'alimenter en eau potable la base travaux. Le forage est toujours présent sur le site actuellement.

7.4.3 Outils réglementaires de gestion de l'eau

- **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)**

Le SDAGE 2022-2027 du bassin Rhône-Méditerranée a été approuvé le 18 mars 2022. Il définit les orientations fondamentales suivantes : s'adapter aux effets du changement climatique, privilégier la prévention et les interventions à la source, concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques, prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau, renforcer la gouvernance locale, lutter contre les pollutions notamment en substances dangereuses, préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et zones humides, atteindre l'équilibre du partage de la ressource en eau et sécuriser les populations du risque inondations. Parmi les orientations et les dispositions établies par le SDAGE, certaines d'entre elles est susceptibles de concerner le présent projet :

- Disposition 2-01 : Mettre en œuvre la séquence « éviter-réduire-compenser »
- Disposition 8-05 : limiter le ruissellement à la source Disposition 8-06 : Favoriser la rétention dynamique des écoulements

○ **Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)**

Le site d'étude fait partie du SAGE Vistre, Nappes Vistrenque et Costières, approuvé le 14 avril 2020.

La stratégie du SAGE Vistre, Nappes Vistrenque et Costières est constituée par les orientations stratégiques :

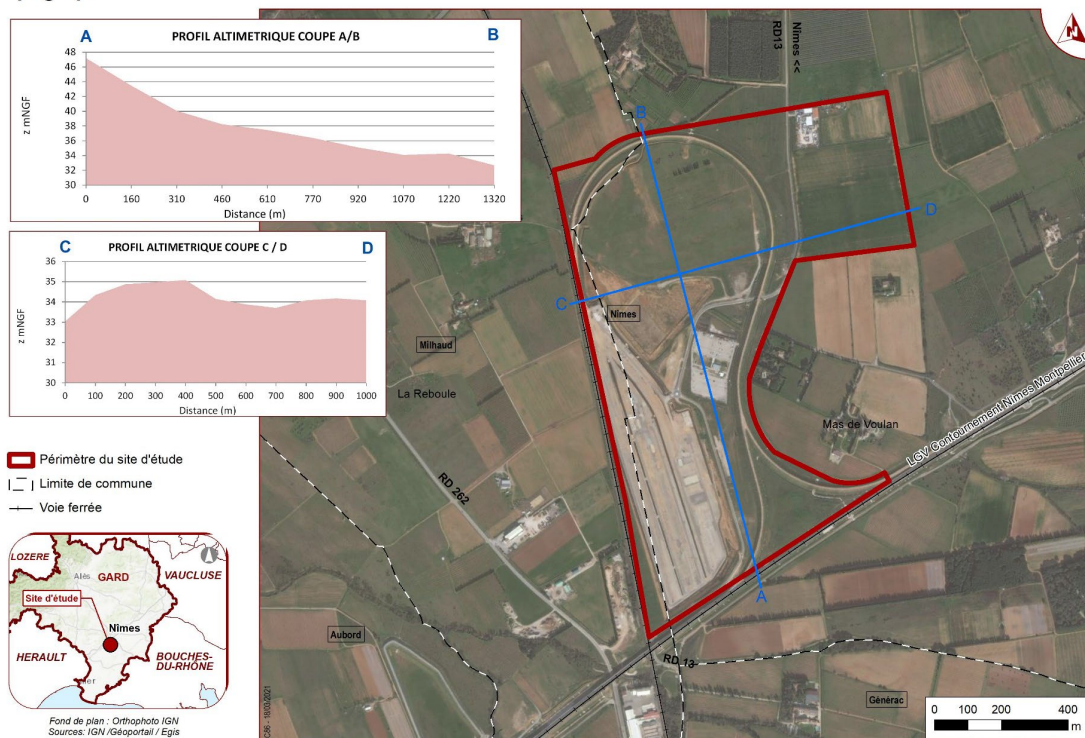
assurer une gestion patrimoniale de la ressource en eau souterraine ;
restaurer et préserver la qualité des eaux souterraines destinées à l'alimentation en eau potable en développant une vision anticipatrice à l'échelle des aires d'alimentation des captages ;
lutter contre l'eutrophisation et les pollutions toxiques tout en permettant de développer la diversité des habitats naturels ;
Favoriser une gestion intégrée du risque inondation avec la gestion des milieux aquatiques ;
mettre en place une gouvernance de l'eau efficace sur le territoire.

Aucun cours d'eau ne traverse la zone d'étude.

Le projet devra respecter les dispositions du SDAGE Rhône-Méditerranée et du SAGE Vistre, Nappes Vistrenque et Costières concernant la gestion des eaux pluviales.

7.4.4 Topographie

Topographie



Le site d'étude est une plateforme, ancienne base de travaux, avec un relief peu prononcé. Le site a donc été remodelé pour accueillir les plateformes de stockage, base vie.

Le site est actuellement entouré par un merlon qui était utilisé pour faire transiter les trains de chantier.

Le site présente une légère pente (pente moyenne de 2%) orientée nord-sud.

L'altitude moyenne du site est de 39 m NGF.

Les buttes peuvent constituer un risque sécuritaire (projection et parloir sauvage). L'implantation des bâtis et fonctions du centre pénitentiaire permettront de limiter ce risque. Cette contrainte sera détaillée dans le DCE.

La topographie descendante nord-sud peut avoir un impact sur les écoulements et infiltration des eaux pluviales.

7.4.5 Géologie

Au Crétacé inférieur (130 millions d'années), le calcaire se dépose en couches relativement horizontales.

A partir de la période éocène (40 millions d'années), ces couches sont plissées lors de la formation des Pyrénées et des Alpes. Les dépôts sédimentaires se soulèvent alors, le relief actuel voit le jour. Les dépôts calcaires se disloquent, certains se soulèvent tandis que d'autres s'affaissent formant ainsi des failles qui offriront des passages aux eaux de ruissellement.

Un nouvel effondrement, plus faible, le long de la faille de Vauvert, sépare la Vistrenque et le domaine des Costières. La plaine de la Vistrenque est créée. Deux cours d'eau, le Vistre et le Vidourle déposent des limons au-dessus des cailloutis.

Une étude géotechnique préalable G1 (phase « étude de site ») est en cours de réalisation, elle sera transmise au DCE.

Milieu naturel



Le SRCE Languedoc Roussillon a été adopté le 20 novembre 2015 par arrêté du préfet de région.

Le site d'étude est localisé dans un réservoir de biodiversité identifié dans le SRCE. Certains enjeux écologiques peuvent exister dans ce secteur.

- **Patrimoine naturel**

Le site Oc'via est couvert par des zonages de protection ou d'inventaire du patrimoine naturel.

Les zonages identifiés sur le site sont :

un site Natura 2000 : FR9112015 « Costières nîmoises » Zone de Protection Spéciale – directive Oiseaux ;

Ce site a été désigné en 2006 au titre de la « Directive Oiseaux », afin de protéger les oiseaux des milieux ouverts et particulièrement la population locale **d'Outarde canepetière, une espèce patrimoniale menacée présentant localement une densité unique au monde et des effectifs uniques en France. Le site est d'intérêt majeur pour cette espèce ayant subi un déclin de 94% de ses effectifs nationaux entre les années 1980 et 2000. L'Outarde canepetière fait l'objet d'un Plan National d'Actions (PNA) visant la sauvegarde de l'espèce.**

une Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type I : « Palines de Caissargues et Aubord ».

Les zonages identifiés à proximité du site sont :

la ZNIEFF de type I « Costières de Générac » (à 2,7 km au sud) ;

la ZNIEFF de type I « Costières de Beauvoisin » (à 3,5 km au sud-ouest) ;

la réserve de biosphère « Gorges du Gardon » (à 4,3 km au nord).

Espace Naturel Sensible (ENS) local « Les plaines de Nîmes » (situé à 2,2 km) ;

ENS local « Le Bois de Signan » (situé à 4,1 km) ;

ENS départemental « Vistre moyen » (situé à 1km) ;

ENS départemental « Vallat de Sainte-Colombe » (situé à 4km) ;

ENS départemental « Garrigues de Nîmes » (situé à 1,7km).

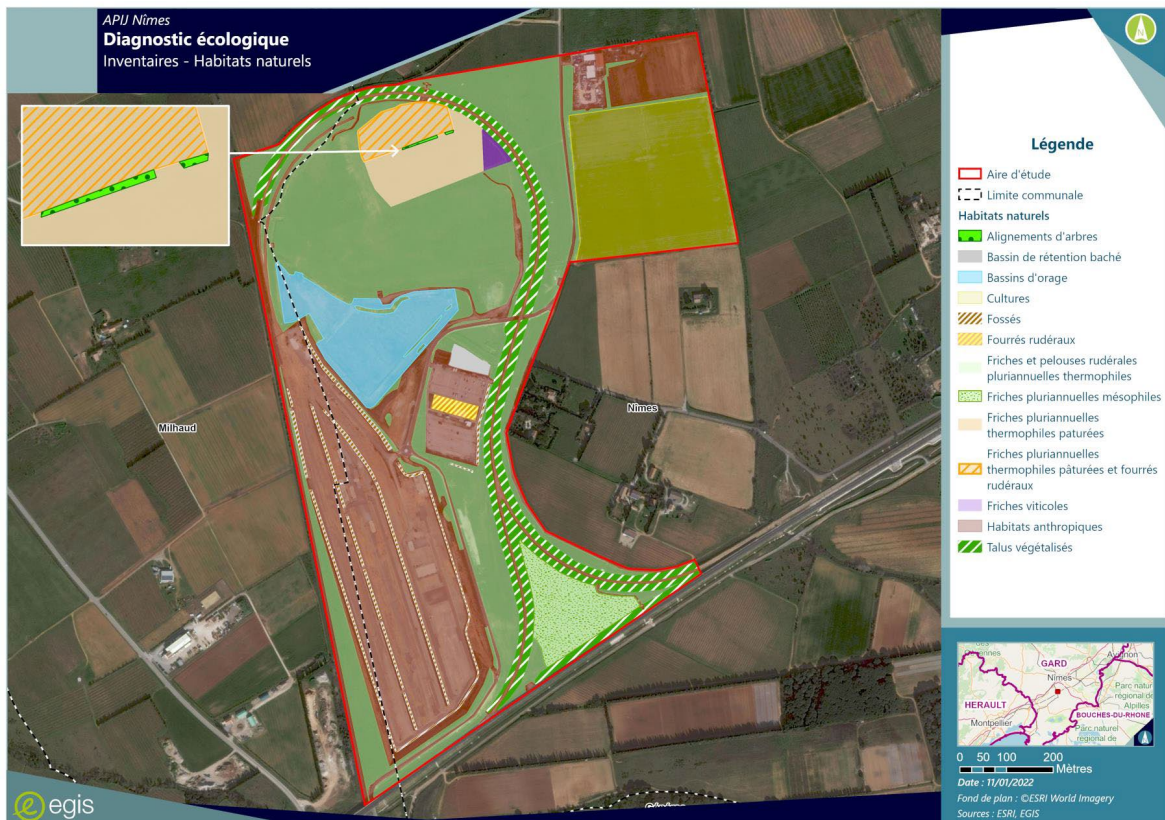
Les Costières Nîmoises sont un espace naturel sensible départemental prioritaire présent au sein de l'aire d'étude rapprochée.

Le site fait aussi partie de la trame verte régionale (voir le SRCE).

- **Données écologiques**

Les données présentées ci-après sont issues du rapport écologique provisoire du site. Elles sont donc provisoires et seront fiabilisées et complétées ultérieurement.

Onze habitats distincts sont présents dans le site Oc'via.



○ Flore

Aucune espèce patrimoniale n'a été relevée sur l'aire d'étude. Le potentiel de présence d'espèces patrimoniales sur l'aire d'étude est faible étant donné les habitats naturels et semi-naturels en présence.

Une attention particulière sera portée en phase travaux concernant la non-propagation du pavot de Californie (espèce envahissante) présent au sein du site.

○ Insectes

Une espèce protégée, possédant un enjeu régional modéré et ainsi un enjeu local modéré, est considérée comme potentiellement présentes sur l'aire d'étude. Cette donnée sera fiabilisée par les études complémentaires en cours.

○ Amphibiens

La zone d'emprise présente un intérêt batrachologique très faible, ponctuellement modéré. Les pâtures et la friche herbacée entourant la zone humide (bassin de rétention) constituent un habitat terrestre utilisable en période d'estivage et d'hivernage par les individus adultes.

○ Reptiles

L'enjeu écologique lié aux reptiles est faible à modéré compte tenu de l'absence d'espèce patrimoniale et du faible intérêt des habitats. Les espèces observées et celles potentiellement présentes sont en revanche protégées.

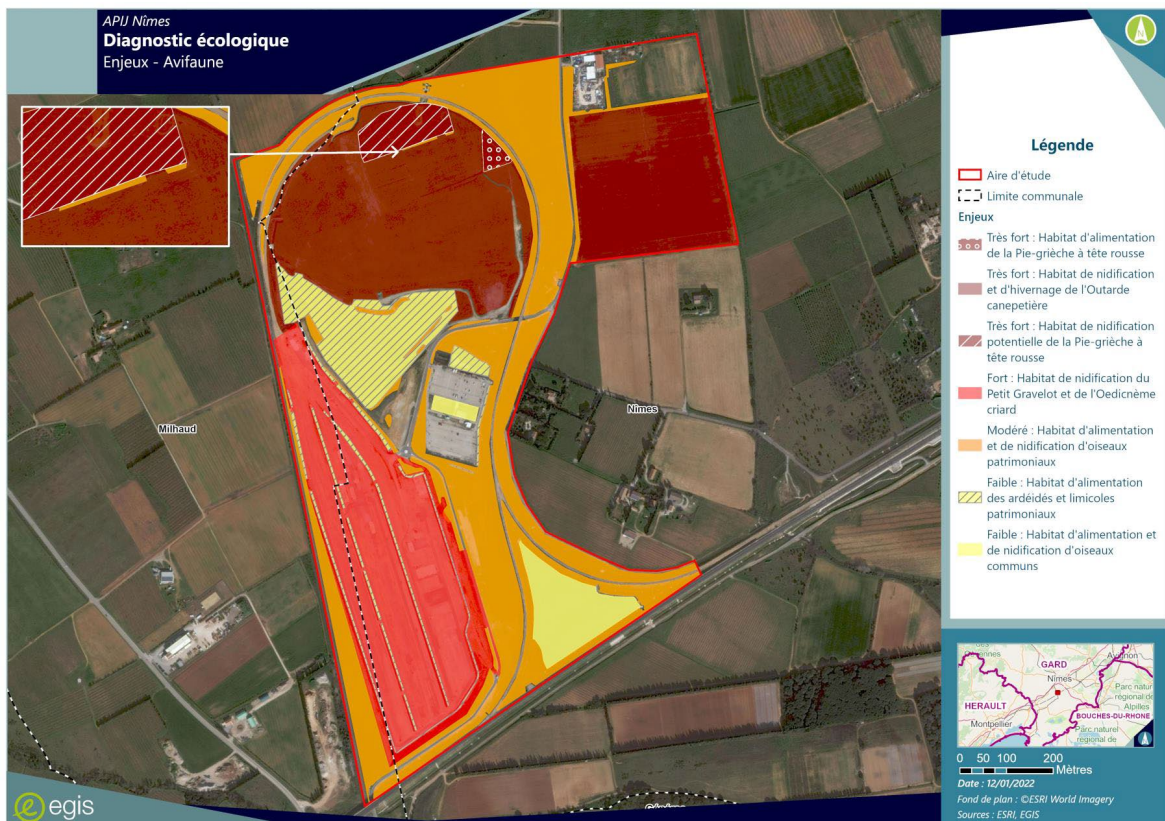
○ Oiseaux

Parmi les 91 espèces constatées sur le site Oc'via, on retrouve 2 espèces possédant un enjeu local très fort, soit l'Outarde Canepetière et la Pie-grièche à tête rousse, et 3 espèces à enjeu local fort, soit le Coucou geai, l'OEdicnème criard, et le Petit gravelot. Ces espèces possèdent un enjeu local supérieur à leur enjeu patrimonial, de par leur nidification avérée sur l'aire d'étude et leur statut sur liste rouge régionale et nationale.

Les enjeux contextualisés les plus élevés concernent principalement l'Outarde canepetière et la Pie-grièche à tête rousse (très fort), l'OEdicnème criard (fort) et le Petit gravelot (fort), le Coucou geai (fort) et le Pipit rousseline (modéré).

Une attention particulière est apportée à l'étude de l'Outarde canepetière de par son statut réglementaire, patrimonial mais surtout son rôle d'espèce parapluie : ses besoins en termes d'habitats recouvrent ceux de nombreuses autres espèces, l'analyse de son utilisation de l'espace a donc un caractère intégrateur permettant d'évaluer les effets potentiels sur l'ensemble du peuplement faunistique.

Le site Oc'via, et notamment la boucle nord, est un site avéré de nidification, d'hivernage et de reproduction pour l'espèce.



○ Chiroptères

Les milieux présents sur l'aire d'étude étant des milieux relativement peu favorables pour les Chiroptères, les enjeux liés sont considérés comme faibles.

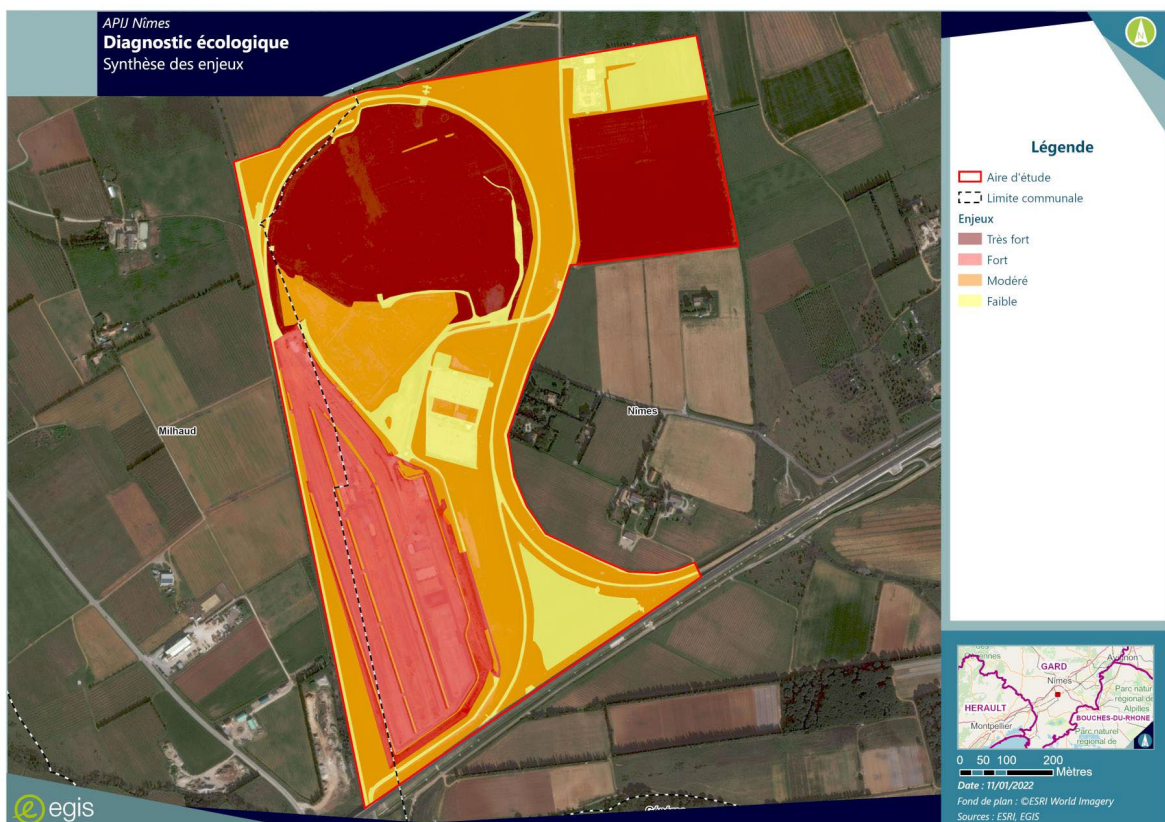
○ Mammifères

Les espèces rencontrées lors des inventaires (Sanglier, Renard Roux, Lapin de garenne, Lièvre d'Europe et Blaireau européen) présentent localement des enjeux faibles.

Conclusion : enjeux écologiques

Les enjeux les plus importants sur le site sont liés à l'avifaune (milieux naturels et artificialisés) et aux amphibiens (milieux artificiels). La cartographie de leurs habitats potentiels et le niveau d'enjeu associé permet de synthétiser pour l'ensemble des taxons le niveau d'enjeu maximal de chaque habitat (figure suivante).

Ces enjeux sont gradués de faible pour les zones les plus artificialisées exploitées uniquement en transit ou alimentation par les espèces à grand rayon d'action (chauves-souris, oiseaux), jusqu'à très fort pour les zones de friches et de cultures exploitées à toutes les étapes du cycle biologique par l'espèce à plus fort enjeu (Outarde canepetière).



Le site ne revêt pas de caractère patrimonial remarquable, mais s'inscrit dans des zones de protection ou d'inventaire (ZNIEFF et Natura 2000).

Les enjeux écologiques sont globalement forts notamment au nord.

Une synthèse des impacts et des mesures ERC à intégrer en phase conception et réalisation sera jointe au DCE et devra être mise en œuvre par le candidat.

7.5.1 Zones humides

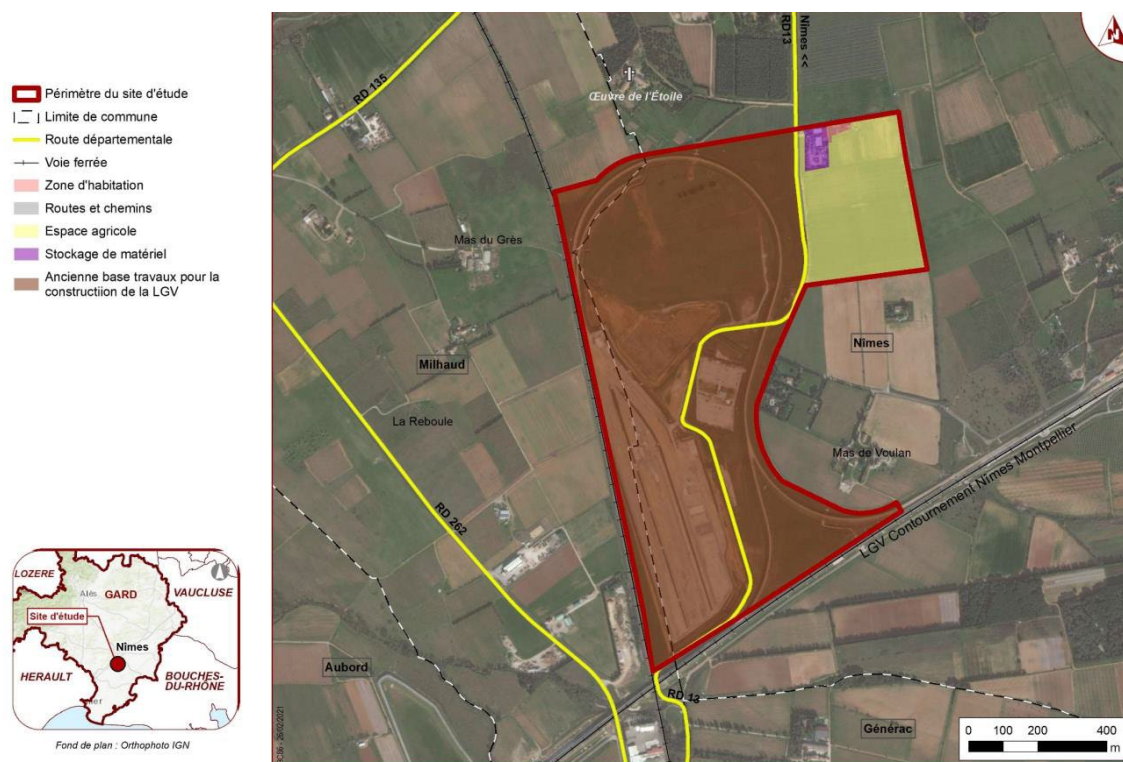
Aucune zone humide n'a été identifiée au regard du critère végétation et/ou pédologique sur le périmètre de l'ancienne base travaux. Aucune donnée sur la partie est du site d'étude n'est disponible.

Les données issues du Dossier Loi sur l'Eau (Base bureaux – DLE, CNM Ingénierie – 2012) lié à la construction de la base « bureaux » indiquent la présence d'une zone humide au niveau du ruisseau de Valdebane. De plus, des espèces animales liées au milieu aquatique avaient été relevées au nord du site d'étude.

Des expertises complémentaires de terrain sur le site d'étude sont en cours.

Des expertises complémentaires menées sur le site d'étude permettront de statuer sur la présence éventuelle de zones humides. Elles seront détaillées dans le DCE.

7.5.2 Agriculture



Des terrains agricoles sont localisés à l'est du site ; ils ont été inclus dans le périmètre des études environnementales dans un souci de fonctionnement global du site, en particulier pour l'Outarde canepetière, mais ces espaces agricoles ont été retirés des zones potentielles d'emprise du projet pénitentiaire.

- **Parcellaire agricole du site**

La partie est du site d'étude est occupée par des parcelles agricoles.

Les cultures identifiées par le registre parcellaire graphique (RPG) de 2019 dans le périmètre d'étude sont des légumes ou fleurs. Aucune culture n'est enregistrée dans le RPG à l'intérieur de l'ancienne base travaux.

L'activité agricole est aujourd'hui très peu présente sur le site, car les terrains ont été décapés et creusés dans la base travaux. Seule l'extrémité nord du site d'étude est en friche herbacée.

La partie est et une petite partie sud du périmètre d'étude sont classées en Appellation d'Origine Contrôlée (AOC) par l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO) pour la production viticole (Costières de Nîmes, Pays d'Oc).

L'article L.112-1-3 du Code rural et de la pêche maritime impose de réaliser une étude agricole préalable pour tout projet *« de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements publics et privés qui, par leur nature, leurs dimensions ou leur localisation, sont susceptibles d'avoir des conséquences négatives importantes sur l'économie agricole »*.

Le projet d'établissement pénitentiaire aura une capacité de 700 places ce qui correspond à une surface de plancher (SDP) d'environ 35 000 m². Le projet sera donc soumis à examen au cas par cas et non pas à évaluation environnementale de manière systématique.

De plus, la superficie agricole soustraite évaluée à moins d'un hectare, le projet n'est pas dans l'obligation de réaliser une étude agricole préalable.

La surface du projet représente un faible prélèvement de surface agricole.

Le projet étant soumis à examen au cas par cas au regard de l'annexe à l'article R.122-2 du Code de l'environnement, la réalisation d'une étude préalable agricole n'est pas obligatoire.

7.5.3 Lignes de force du paysage

- **Le grand paysage : unités paysagères**

L'aire d'étude est située sur le versant nord de l'unité paysagère de la « Plaine de la Costière ». Ce vaste plateau sépare d'une part, la plaine du Vistre, l'agglomération de Nîmes et les coteaux des garrigues, et d'autre part, la plaine de la Camargue au sud.

- **Caractéristiques principales du paysage**

La « Plaine de la Costière » s'inscrit plus globalement dans les paysages de « La Costière », ancien lit du Rhône dont les terres sont essentiellement cultivées en vigne. Au fil des années, des grands axes de communication se sont construits pour desservir Nîmes. Les villages viticoles ont également pris de l'ampleur et forment aujourd'hui de

petites villes dispersées sur le territoire. L'unité paysagère de la « Plaine de la Costière » s'étire sur une trentaine de kilomètres entre le rebord de la vallée du Gardon (Meynes) et celui de la plaine du Vistre (Vauvert). Comme principales composantes paysagères, on note la présence de nombreux mas agricoles disséminés sur le territoire. Les parcelles sont essentiellement dédiées à l'agriculture et la viticulture, puis aux vergers. De nombreux mas sont accompagnés de leurs parcs arborés.

Le paysage à grande échelle

Le site est situé à mi-hauteur du versant nord de la « Plaine de la Costière » et est peu entouré de végétation, ce qui lui confère une large ouverture visuelle vers le nord, en particulier sur la plaine du Vistre et au-delà sur les Garrigues. La ville de Nîmes est ainsi très perceptible (vues lointaines), du fait de ses nombreuses collines et des tours qui y sont présentes. Il existe également une covisibilité lointaine avec la ville de Milhaud, juste au sud-ouest de Nîmes.

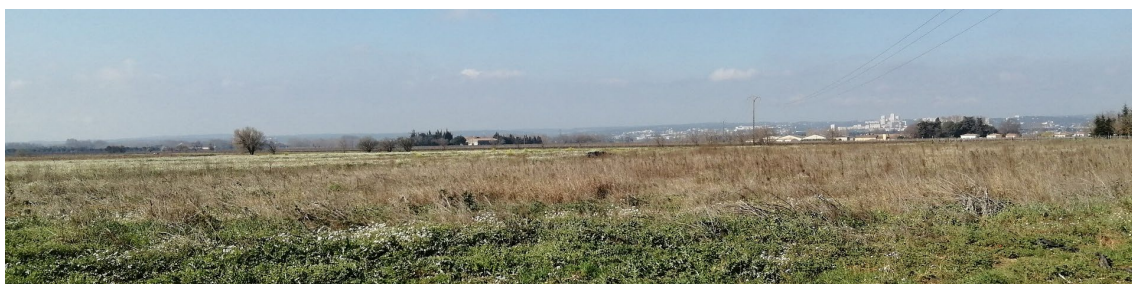
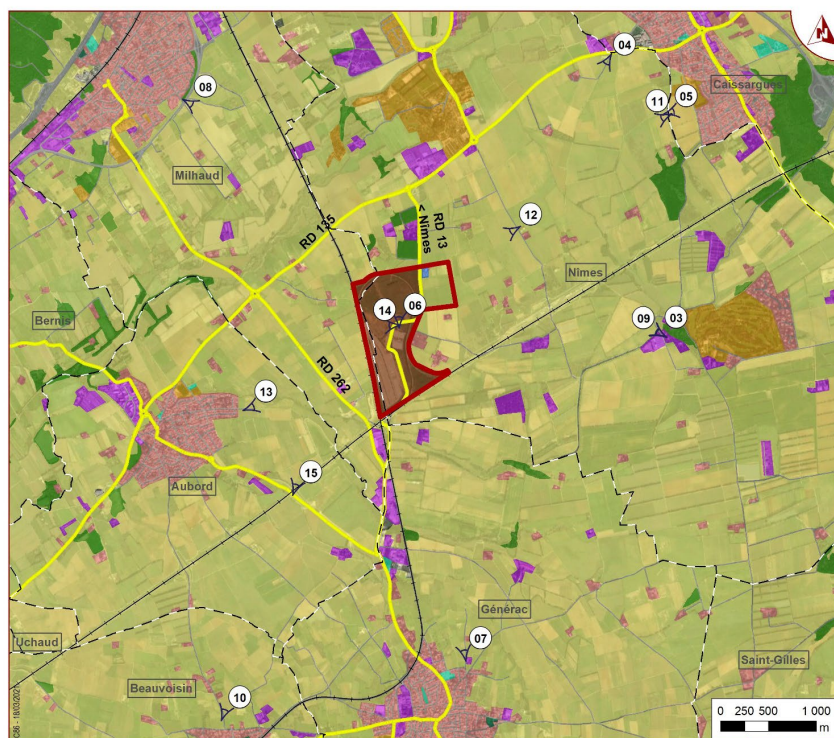
Côté sud, le relief s'accroît davantage au-delà, jusqu'à la ligne de crête où on peut avoir un véritable panorama sur l'ensemble des paysages. Ainsi, les villages de Générac ou Beauvoisin disposent d'une vue dégagée sur l'intégralité de l'unité paysagère, ainsi que la plaine du Vistre et les Garrigues. Le site est donc très perceptible depuis le paysage lointain, au sud.

Contrairement au sud et au nord du site où les covisibilités sont conditionnées par la topographie, cette dernière n'influe nullement sur les côtés est et ouest, en direction de Caissargues et Aubord. Ces villages sont à une altimétrie similaire au site, il n'y a donc pas de situation dominante favorisant les covisibilités. Toutefois, les parcelles agricoles qui séparent le site des villages sont régulièrement encadrées de haies brise-vent, principalement des conifères, qui créent un masque visuel efficace. Le site est également séparé du village d'Aubord par le ruisseau du Grand Campagnolle et sa ripisylve, qui stoppe également la vue.

Il est cependant important de noter que le château d'eau d'Aubord est visible depuis le site, ce qui laisse supposer que la végétation masque les vues au sol, mais qu'un bâtiment haut est visible à une très grande distance. Cette hypothèse se confirme depuis l'ouvrage de la RD14 pour le franchissement de la LGV. En effet, la route passe au-dessus la voie et, depuis l'ouvrage, la vue s'ouvre grandement sur les paysages environnants.

Paysage lointain

- ◀ Prise de vue
- ▭ Périmètre du site d'étude
- ▬ Limite de commune
- Route départementale
- Voie ferrée
- Zone d'habitation
- Zone d'activité
- Routes et chemins
- Terre en friche
- Espace vert urbain
- Terrain de sport et de loisirs
- Espace agricole
- Boisement et forêts
- Stockage de matériel
- Ancienne base travaux pour la construction de la LGV



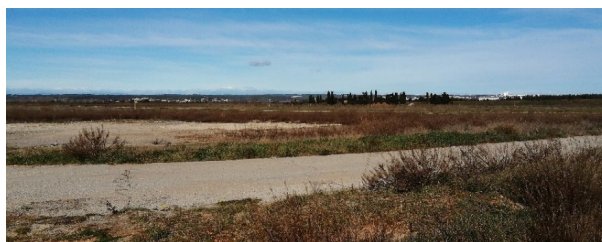
Prise de vue 03 - Les versants de la plaine de la Costière offrent un large panorama sur la plaine du Vistre et l'agglomération de Nîmes.



Prise de vue 04 - De nombreuses exploitations viticoles sont présentes dans la plaine de la Costière. Les mas sont souvent accompagnés d'un parc arboré.



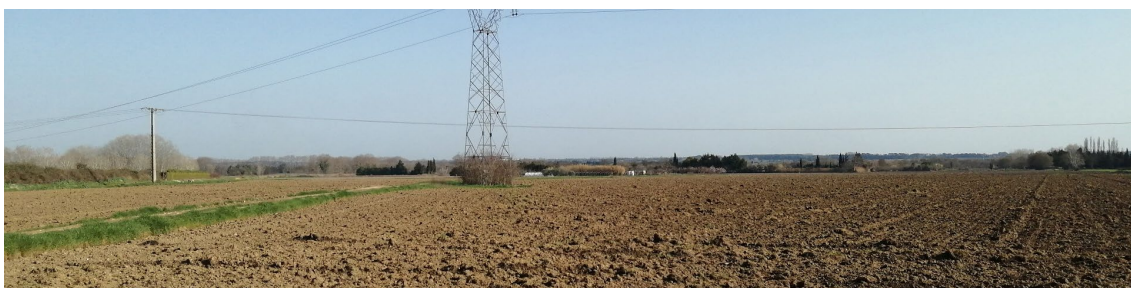
Prise de vue 05 - Les villages (ici Caissargues) sont principalement composés d'habitations basses, discrètes dans le paysage



Prise de vue 06 - Le site possède une importante covisibilité avec la plaine du Vistre et les Garrigues au-delà



Prise de vue 07 - Le village de Générac possède également une vue très ouverte vers le nord, la sensibilité est donc importante



Prise de vue 08 - Le paysage est très ouvert au niveau de l'entrée de Milhaud, avec une vue sur l'ensemble des coteaux de la plaine de la Costière.



Prise de vue 09 - Le hameau de la Tuilerie, situé en crête de coteau au sud du site, possède un large panorama sur la plaine du Vistre et l'agglomération de Nîmes. C'est un lieu de passage pour le GR 700.



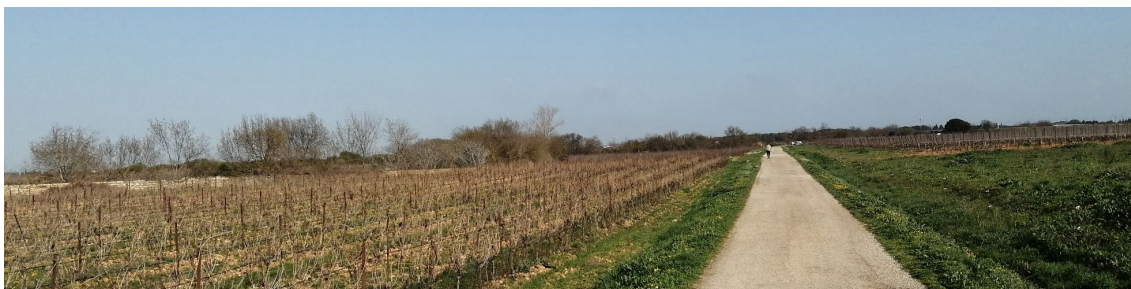
Prise de vue 10 - Toujours situé en crête de coteau, l'entrée du village de Beauvoisin bénéficie d'une percée visuelle sur l'agglomération de Nîmes. Le site se situe sur cet axe visuel.



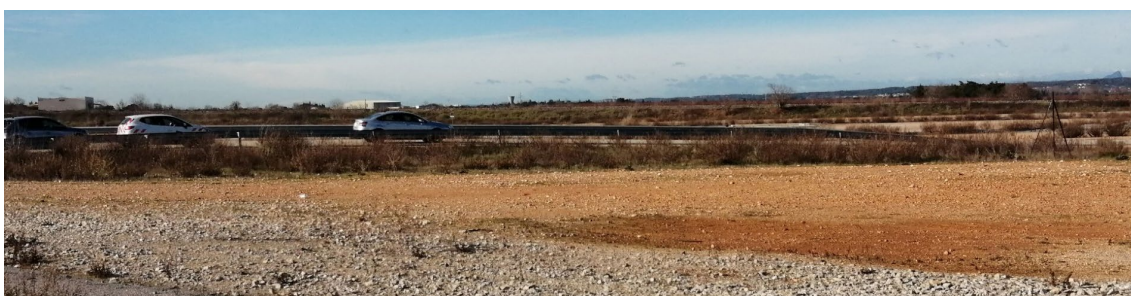
Prise de vue 11 - À l'est, le site n'est pas perceptible depuis Caissargues, les haies jouant le rôle de masque visuel.



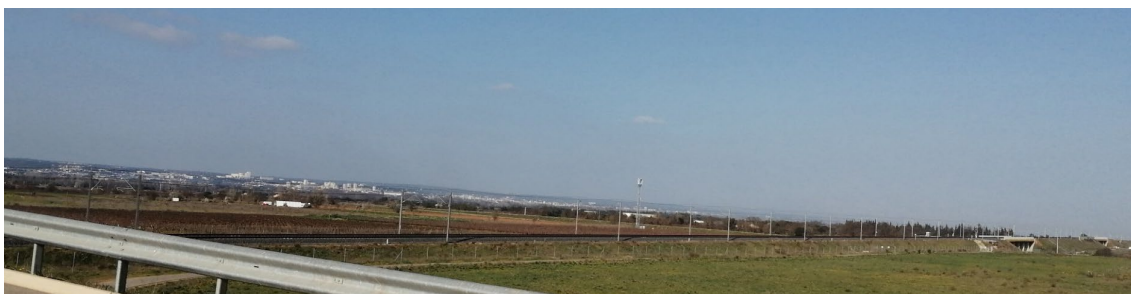
Prise de vue 12 - Il existe toutefois quelques covisibilités vers le site, comme ici depuis le chemin de Campagnolle.



Prise de vue 13 - La ripisylve du Grand Campagnolle coupe actuellement la covisibilité entre le site et le village d'Aubord.



Prise de vue 14 - Du site, le château d'eau d'Aubord, est bien visible, alors qu'il se situe à une grande distance.



Prise de vue 15 - Dès lors que l'on prend de la hauteur, l'ensemble du paysage environnant devient perceptible. La végétation est trop basse pour masquer les vues lointaines. La vue est ici prise depuis la RD14 sur l'ouvrage de franchissement de la Ligne à Grande Vitesse. Le site se localise derrière l'antenne de communication.

- **Le paysage proche**

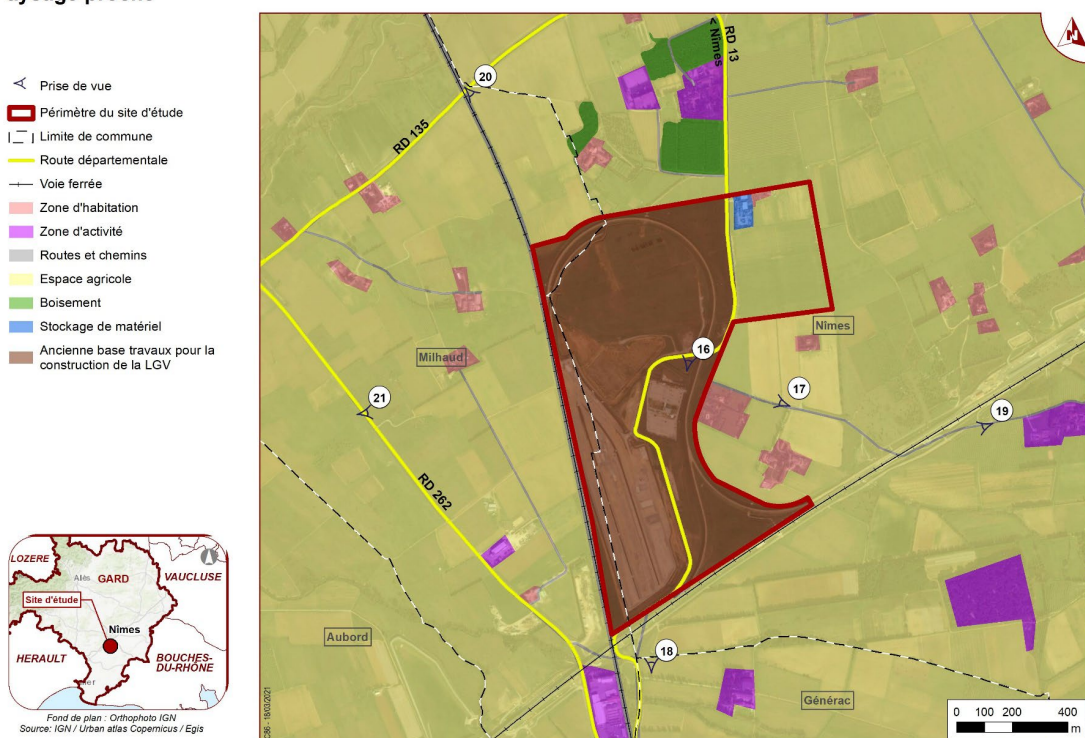
La sensibilité n'est pas la même sur le paysage proche. Cela s'explique en premier lieu par la présence du talus LGV et de son extension qui bordent le site. Actuellement, ces talus sont hauts et obstruent entièrement les vues vers le sud et l'est. Il faut prendre en compte qu'une partie de ces talus seront déconstruits et que le masque visuel disparaîtra. Les mas voisins, comme celui de Voulard, auront une vue directe sur le site. La route de Générac (RD13) longe le site et sera directement impactée. Les

structures situées de l'autre côté de la LGV, au sud, notamment les entreprises présentes et le mas du Grand Escalion, resteront isolées de tout impact du projet. En se déplaçant vers l'est, vers le mas Bois Fontaine, le relief s'accroît et la vue s'ouvre par-dessus la voie ferrée. La ferme possède une forte covisibilité avec le site, et plus généralement avec la plaine.

Au nord, le site se situe à proximité du monument religieux de l'œuvre de l'Etoile, et du centre équestre du Grand Mas d'Assas. Bien qu'ils soient accompagnés d'un parc arboré, une relation visuelle forte existe avec le site.

La présence de covisibilités le long des différents axes autour du site est très variable. Depuis le franchissement de la ligne ferroviaire par la RD135 (au nord), le site est situé plus haut que la route et n'est pas perceptible du fait de la topographie des lieux. À l'inverse, la RD262 (à l'ouest) possède une large ouverture visuelle sur le site et ses alentours. Aucun élément ne vient masquer la vue, hormis quelques implantations urbaines qui se retrouvent également très exposées aux potentiels impacts du projet.

Paysage proche



Prise de vue 16 - Les talus au pourtour du site masquent les vues proches côtés sud et est.



Prise de vue 17 - Du mas de Voulard, le site et ses talus sont très perceptibles



Prise de vue 18 - Depuis l'entrée du Grand Escallion (au sud du site), les talus de la LGV masquent entièrement le paysage.



Prise de vue 19 - En longeant la voie ferrée en direction du mas Bois Fontaine, la vue s'ouvre peu à peu sur le site et le paysage au-delà.



Prise de vue 20 - Depuis la RD135, au niveau du passage à niveau, la route passe en contrebas, ce qui rend le site imperceptible.



Prise de vue 21 - Le long de la RD13, le paysage est ouvert et le site est donc très visible.

L'aire d'étude, située sur le versant du coteau des plaines de la Costière, possède un large panorama sur la plaine du Vistre. Elle est donc bien visible depuis le nord : Nîmes et les bourgs proches. Les covisibilités existent aussi au sud, où les villages de Générac et Beauvoisin dominent le paysage environnant.

La sensibilité paysagère est toutefois plus faible d'une part, juste derrière la LGV, dont les talus empêchent toute covisibilité, et d'autre part, à l'ouest et à l'est, où la végétation crée un masque visuel efficace. Cela est également valable pour les vues lointaines depuis l'est et l'ouest, car la topographie est similaire à celle du site.

Concernant le paysage proche, la ligne Nîmes-Aigues-Mortes constitue un masque visuel très efficace au sud et une mise à distance. L'impact du projet est toutefois important au nord et à l'est, en particulier pour la route de Générac qui longe le site.

Le site, aujourd'hui peu perceptible car non construit, pourrait devenir une réelle composante paysagère, avec un fort impact aussi bien sur le paysage proche que lointain. L'implantation de bâtiments hauts rendrait également le site visible depuis les villages alentours pour lesquels aucune covisibilité n'existe à l'heure actuelle, à l'instar du château d'eau d'Aubord.

Il est donc nécessaire d'intégrer au projet des mesures paysagères efficaces.

7.6 Patrimoine historique

Aucun périmètre de protection de monument historique n'est situé dans ou à proximité du site d'étude.

Le site du projet n'est pas concerné par une zone de protection patrimoniale. Il ne fera pas l'objet d'archéologie préventive.

7.7 Contexte réglementaire du site

7.7.1 Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)

Le SCoT Sud Gard, approuvé le 10 décembre 2019, s'applique au territoire du site Oc'tavia.

Les objectifs de la révision du SCoT sont les suivants :

Intégrer l'évolution du cadre législatif : adapter le projet du SCoT aux évolutions législatives successives, notamment celles apportées par les lois Grenelle et ALUR (Accès au Logement et un Urbanisme Rénové).

Adapter le SCoT à l'évolution de son périmètre : ce dernier comprend désormais 80 communes réparties sur 6 EPCI (Établissement Public de Coopération Intercommunale).

Prendre en compte les nouvelles infrastructures arrivant sur le territoire et leurs impacts (LGV du Contournement Nîmes Montpellier) et affirmer le positionnement d'équipements structurants comme la récente gare TGV de Nîmes-Pont du Gard dans le fonctionnement territorial.

Le SCoT Sud Gard fixe une stratégie de développement économique à l'horizon 2030. Il définit une hiérarchisation des sites d'activités en trois niveaux, avec des prescriptions et recommandations spécifiques associées à chacun d'entre eux.

Les sites stratégiques correspondent à l'accueil d'activités dont le rayonnement dépasse largement les frontières du SCoT. **Le site d'étude est identifié en tant que sites stratégiques qui pourraient faire l'objet d'un réinvestissement (sans consommation foncière supplémentaire).**

Sur la carte du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du SCoT, le site d'étude est situé dans un secteur prioritaire pour l'accueil de PME (Petite ou Moyenne Entreprise) et d'ETI (Entreprise de Taille Intermédiaire, entre les PME et les grandes entreprises).

La mise en place de secteurs de projets stratégiques à dominante d'activités entend répondre à l'objectif de renouveler le développement économique du territoire.

Ce secteur de projets stratégiques à dominante d'activité ne permet pas, à ce jour l'implantation d'équipements publics, tel qu'un établissement pénitentiaire. Il s'agit par ailleurs d'une zone déjà urbanisée. Il sera donc nécessaire de changer la destination du site pour qu'il devienne une zone mixte (économique et équipements).

Le projet est donc incompatible avec le SCoT Sud Gard. Une procédure de mise en compatibilité du SCoT Sud Gard est nécessaire pour autoriser le projet dans les règlements des zones concernées. Des échanges sont en cours avec Syndicat mixte du SCoT Sud-Gard afin de mettre en compatibilité le SCoT dans le cadre de la déclaration d'utilité publique (DUP).

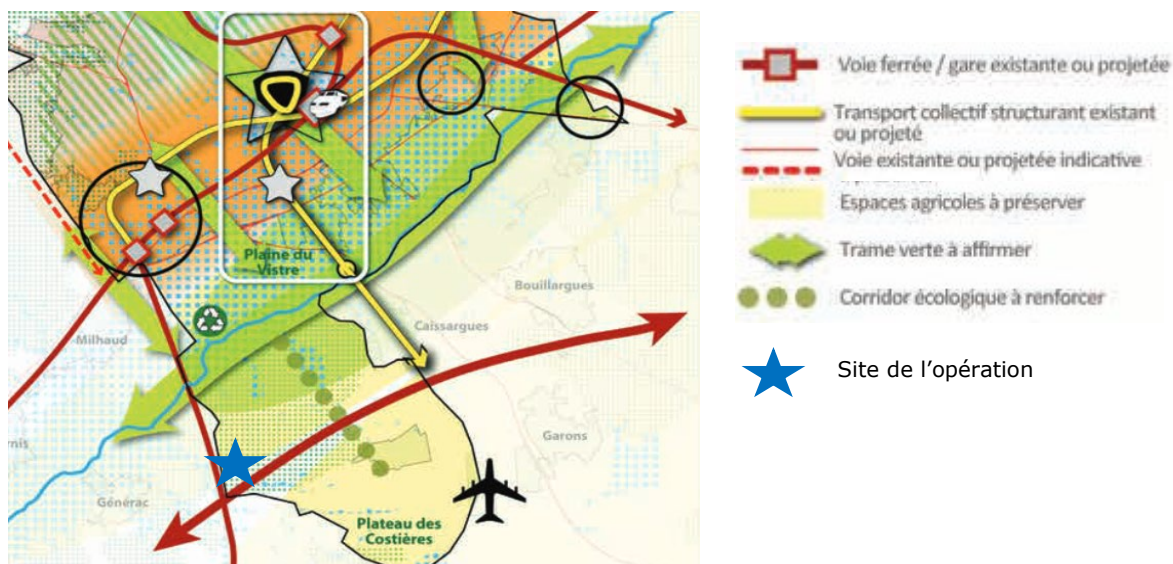
7.7.2 Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Nîmes

La commune de Nîmes est couverte par un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 7 juillet 2018 suite à la dernière révision.

- PADD

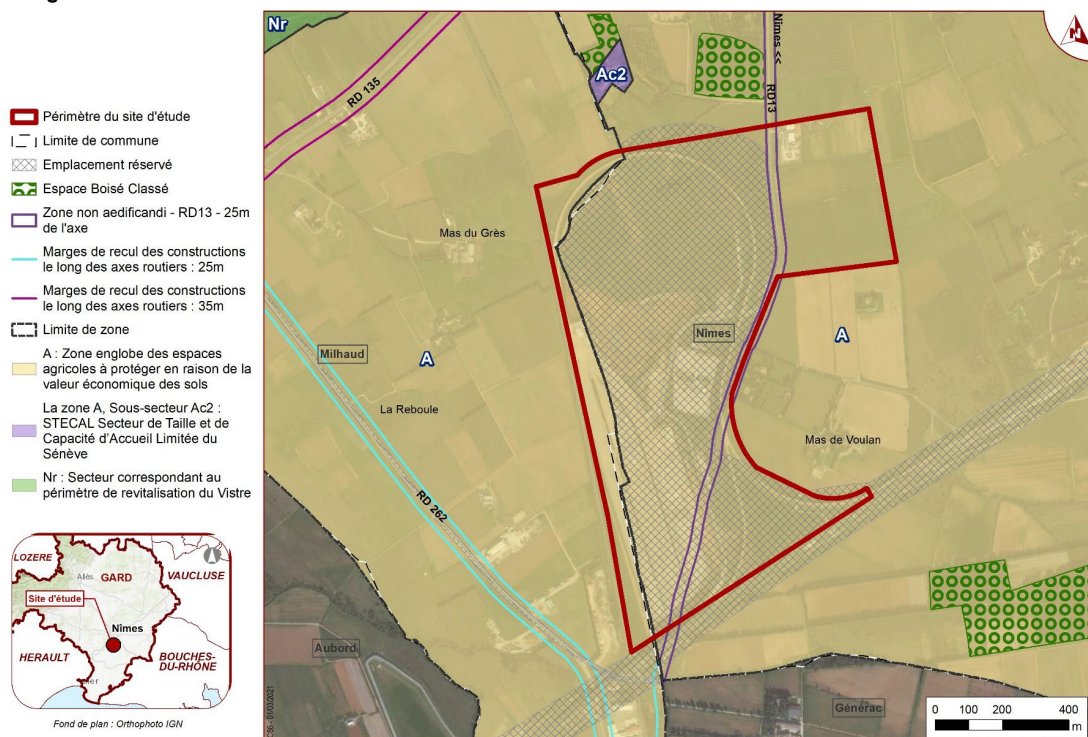
Les orientations générales du PLU de Nîmes sont définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) :

- une ville patrimoniale solidaire et résiliente ;
- une ville centre attractive et fédératrice ;
- une ville équilibrée, maillée et renouvelée ;
- une ville respectueuse de ses ressources.



Carte de synthèse PADD (source : PLU de Nîmes)

Zonage du PLU



Dans le volet n°3, une des orientations est de « Préparer les mutations de certains zones économiques ». Le site d'étude n'est pas identifié clairement dans cette orientation.

De plus, le site d'étude est compris dans une zone définie comme réservoir de biodiversité à préserver.

Le projet n'est pas compatible avec l'orientation relative à la trame verte du volet 3 du PADD. Ce dernier sera mis à jour avec la mise en comptabilité du PLU.

- Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

Le PLU n'a pas défini d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) au niveau du site d'étude.

- Zonage

Le site d'étude se trouve intégralement en zone agricole A.

Zone A

La zone A concerne essentiellement des territoires situés au sud de la ville de Nîmes et de la commune de Milhaud, occupés principalement par des cultures céréalières et viticoles.

Le règlement de la zone indique qu'en zone A, tout nouvel aménagement ou construction est interdit, à l'exception de ceux cités ci-après. Les constructions et installations strictement liées et nécessaires à l'exploitation agricole :

- Les constructions des organisations agricoles à forme collective ;
- Les constructions à usage d'habitation dont la présence est nécessaire au bon fonctionnement de l'activité agricole ;
- Les constructions de bâtiments liés à l'élevage ;
- Les affouillements et exhaussements de sol, les équipements à condition d'être liés aux exploitations agricoles ;
- Les ouvrages, constructions, installations, dépôts, affouillements et exhaussements rendus nécessaires par la réalisation de la Déviation Nord de Nîmes ;
- L'extension mesurée des bâtiments principaux à usage d'habitation sous conditions ;
- Dans les Espaces de Bon Fonctionnement (EBF), les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, y compris leurs réfections et extensions, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière.

Le règlement de la zone A n'autorise donc que certaines constructions présentées ci-avant. Une mise en compatibilité du PLU est nécessaire afin de permettre la construction d'un établissement pénitentiaire dans cette zone.

- Emplacements réservés

Le site d'étude se trouve dans l'emplacement réservé numéroté 1F, dont le bénéficiaire est Réseau Ferré de France :

1F : Contournement de Nîmes et Montpellier Plateforme ferroviaire au sud de la commune sur une superficie de 113,55 hectares.

Conclusion

Le projet est donc incompatible avec le PLU de Nîmes du fait :

- de l'orientation liée à la trame verte du PADD et son application sur le site d'étude ;
- du règlement de la zone A ;
- de l'emplacement réservé 1F dont le bénéficiaire est Réseau Ferré de France.

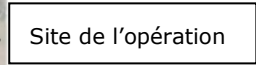
Une procédure de mise en compatibilité PLU de Nîmes est nécessaire pour autoriser le projet. Des échanges sont en cours avec la commune de Nîmes afin de mettre en compatibilité le PLU dans le cadre de la déclaration d'utilité publique (DUP).















7.7.3 Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Milhaud

La commune de Milhaud dispose également d'un PLU, approuvé le 13 avril 2017.

- PADD

- Préserver le cadre de vie ;
- Optimiser le tissu urbain existant dans un contexte de fortes contraintes d'aménagement ;
- Adapter la ville aux futurs besoins ;

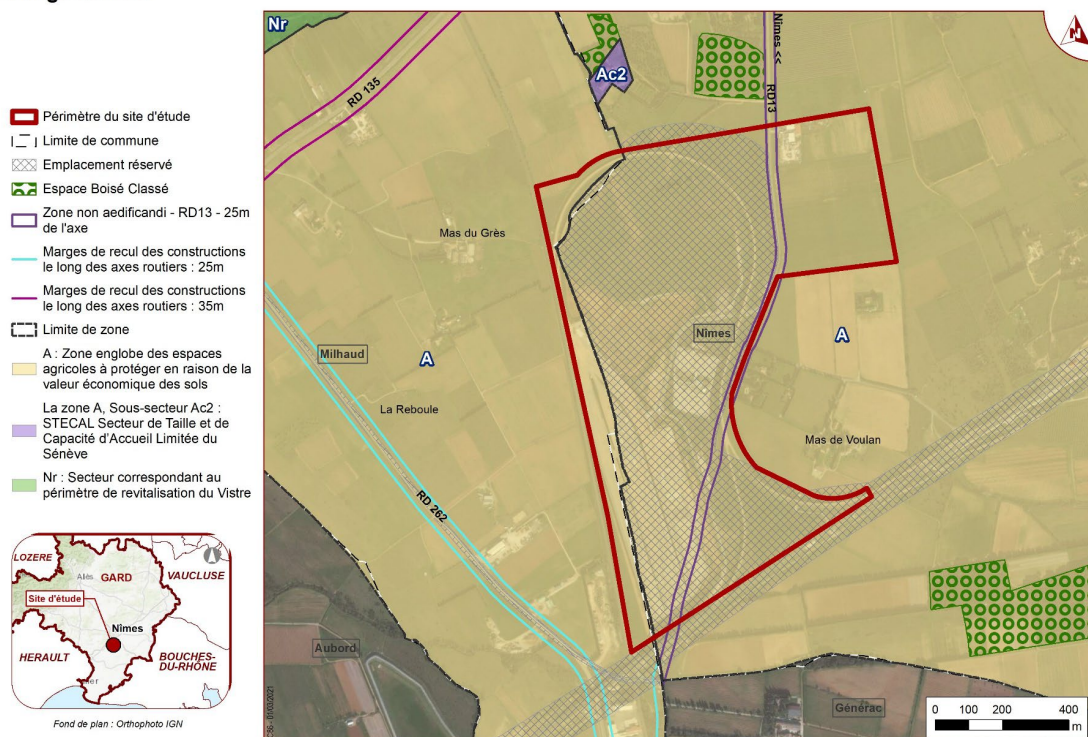


- | PRÉSERVER LE CADRE DE VIE | OPTIMISER LE TISSU URBAIN EXISTANT | ADAPTER LA VILLE AUX FUTURS BESOINS |
|---|---|--|
|  Préserver les garrigues au nord |  Promouvoir et accompagner le renouvellement urbain |  Poursuivre le développement économique pour dynamiser la ville |
|  Préserver la plaine agricole de la Vistrenque |  Poursuivre le développement urbain au sud-ouest |  Prévoir l'accueil de nouveaux équipements |
|  Maintenir les corridors écologiques |  Requalifier l'entrée de ville ouest |  Aménager des espaces ludiques |
|  Prendre en compte le risque inondation |  Conforter l'attractivité du centre ancien et son pôle commercial de proximité |  Développer les déplacements doux |
|  Maintenir une coupure verte entre Milhaud et Berris | |  Réaliser des aires de stationnement |

APIJ - Marché public global sectoriel à tranches pour la conception, construction et aménagement du Centre pénitentiaire de Nîmes (56)

AAPC – Annexe 3 : Note de synthèse de l'opération

Zonage du PLU



Le projet n'est pas compatible le PADD de la commune de Milhaud. Ce dernier sera mis à jour avec la mise en comptabilité du PLU.

○ Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

Le PLU n'a pas défini d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) au niveau du site d'étude.

○ Zonage

Le site d'étude se trouve intégralement en zone agricole 1AU.

Zone 1AU

La zone A concerne une zone d'urbanisation future insuffisamment ou non équipée qui pourra être urbanisée à l'occasion d'une modification du PLU. Cette zone, à vocation principale d'habitat, devra être aménagée par le biais d'une ou deux opérations d'aménagement d'ensemble compatibles avec les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) définies sur cette zone et sur le secteur Uca adjacent.

La zone 1AU est en partie concernée par :

des secteurs concernés par des périmètres de protection de captage rapproché et rapproché renforcé, identifiés par une trame spécifique sur les documents graphiques du règlement (plans de zonage) : ces secteurs font l'objet d'une réglementation spécifique établie en « Titre 1A : dispositions applicables aux périmètres de protection de captage » ; le risque inondation qui fait l'objet, à ce titre, de règles spécifiques édictées dans le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) de Milhaud (cf. annexe 6.11). De plus, la zone 1AU est en partie concernée par un risque d'inondation par ruissellement pluvial – secteur urbanisé. Les règles à appliquer dans les zones soumises à ce risque figurent dans le titre 1B « Dispositions applicables aux zones inondables par ruissellement pluvial » du présent règlement. Les affouillements et exhaussements de sol, les équipements à condition d'être liés aux exploitations agricoles ;

Le règlement de la zone 1AU n'autorise donc que certaines constructions présentées ci-avant. Une mise en compatibilité du PLU est nécessaire afin de permettre la construction d'un établissement pénitentiaire dans cette zone.

- Emplacement réservé

Le site d'étude se trouve dans l'emplacement réservé n°9, dont le bénéficiaire est Réseau Ferré de France/SNCF, relatif à la création d'une ligne nouvelle TGV, à l'est de la commune sur une superficie de 75 075 m².

Conclusion

Le projet est donc incompatible avec le PLU de Milhaud du fait :

du PADD ;
du règlement de la zone 1AU
de l'emplacement réservé n°9

Une procédure de mise en compatibilité PLU de Milhaud est nécessaire pour autoriser le projet. Des échanges sont en cours avec la commune de Milhaud afin de mettre en compatibilité le PLU dans le cadre de la déclaration d'utilité publique (DUP).

Le site d'étude est situé dans un secteur de projet d'activités économiques dans le SCoT Sud Gard. Le projet de construction d'un établissement pénitentiaire est donc incompatible avec le SCoT. Une mise en compatibilité de ce document d'urbanisme est nécessaire. Celle-ci est engagée, un pré-dossier de DUP est en cours d'instruction. Le dossier de DUP sera déposé à l'automne 2023.

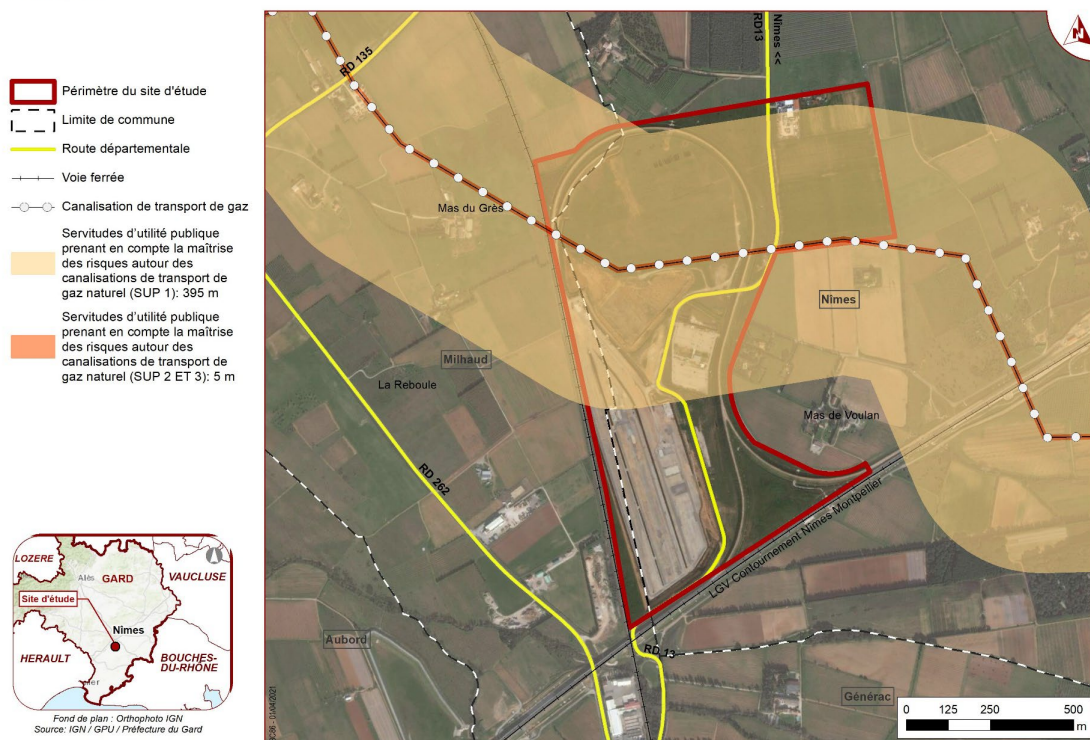
Le projet est également incompatible avec les PLU de Nîmes et de Milhaud. Une mise en compatibilité du document d'urbanisme est également nécessaire.

7.7.4 Servitudes

Les servitudes sont établies de façon légale et non réglementaire. Les servitudes mentionnées au PLU restent donc valables en l'absence d'arrêté actant sa suppression.

Le site d'étude n'est pas concerné par la servitude T5 liée à la présence de l'aérodrome. (L'aéroport de Nîmes Alès Camargue Cévennes est situé au sud-est de Nîmes, à près de 12,5 km du site.)

Servitudes



Le site d'étude est uniquement concerné par la servitude d'utilité publique relative aux canalisations de gaz :

- **I3 – Servitude relative aux canalisations de gaz**

Les canalisations de transport de gaz sont soumises à une servitude fixant un périmètre à l'intérieur duquel sont régis les travaux et constructions.

Le site d'étude est concerné par la présence de la canalisation dite « Artère du midi » (DN800), dont l'exploitant est GRT Gaz.

Cette canalisation est soumise à l'arrêté préfectoral n°20-059-DREAL instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de Nîmes.

Trois périmètres à l'intérieur desquels s'appliquent les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation, sont définis :

Périmètre SUP1 correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur et son ouverture est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R 555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 modifié.

Périmètre SUP2 correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

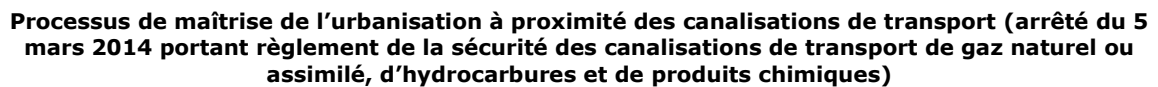
Périmètre SUP3 correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

La canalisation de gaz traversant le site d'étude est concernée par les trois périmètres de servitudes dont les distances sont les suivantes :

Nom	DN	Implantation	Distances SUP (en m de part et d'autre de la canalisation)		
			SUP 1	SUP 2	SUP 3
Artère du midi	800	Enterré	395	5	5

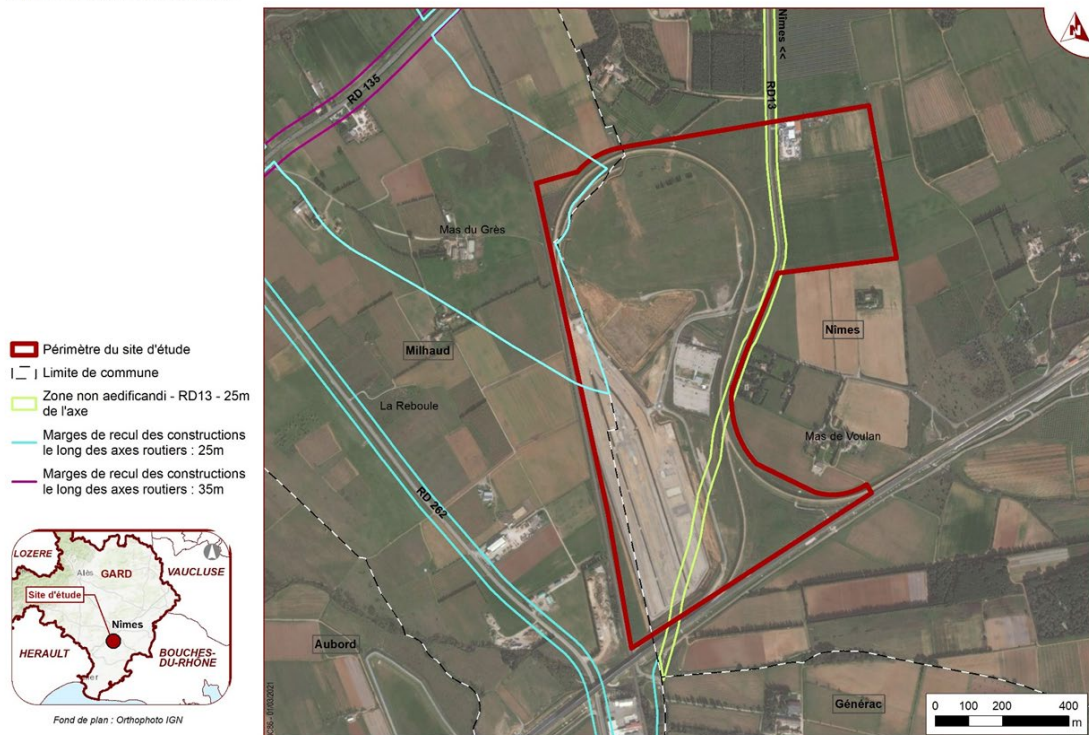
La moitié nord du site d'étude est comprise dans le périmètre SUP 1 défini par arrêté préfectoral. La construction d'un établissement pénitentiaire devra par conséquent être soumise à une analyse de compatibilité conformément aux articles R.555-31 du code de l'environnement et article 29 de l'arrêté du 5 mars 2014 portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques. Les distances SUP 2 et 3 de 5 m de part et d'autre de la canalisation interdisent la réalisation d'un établissement pénitentiaire de 500 places.



La présence de la canalisation de transport de gaz faisant l'objet de la servitude I3 devra être prise en compte dans l'aménagement de l'établissement pénitentiaire. Le projet d'aménagement de l'établissement pénitentiaire respectera les 5 mètres d'inconstructibilité de part et d'autre de la canalisation de gaz et sera soumis à la réalisation d'une analyse de compatibilité dans le périmètre de la SUP1.

7.7.5 Zone d'inconstructibilité (Loi Barnier)

Zone d'inconstructibilité



Issue de la loi Barnier (n°95-101 du 2 février 1995) codifiée aux articles L.111-6 à L.111-10 du Code de l'urbanisme, la marge de recul ou bande d'inconstructibilité est considérée comme une servitude d'urbanisme. Elle s'applique en-dehors des espaces urbanisés des communes, notamment dans les secteurs de projets urbains d'entrées de ville.

Toutes constructions ou installations sont interdites :

- dans une bande de 100 m de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du Code de la voirie routière ;
- dans une bande de 75 m de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation.

D'après le PLU de Nîmes, les dispositions de l'article L.111-6 du Code de l'urbanisme visant à revaloriser les entrées de ville en bordure des voies routières importantes, à savoir la RD999, la RN86, la RN106, la RN113, l'A9 et l'A54, prévoient des marges de recul de 75 à 100 mètres, mesurées à partir de l'axe des voies précitées.

Le site d'étude n'est donc pas concerné par les marges de recul (bandes d'inconstructibilité).

En revanche, le site est concerné par une marge de recul imposée par les zones non aedificandi du PLU de Nîmes. Les constructions nouvelles doivent être implantées au-delà de la distance fixée par les dispositions suivantes :

RD13 de la limite communale avec Générac au boulevard Allende : 25 m de l'axe de la route.

Le site n'est pas concerné par des marges de recul (bandes d'inconstructibilité) de 35 m et de 75 m qui s'appliquent sur les voies routières.

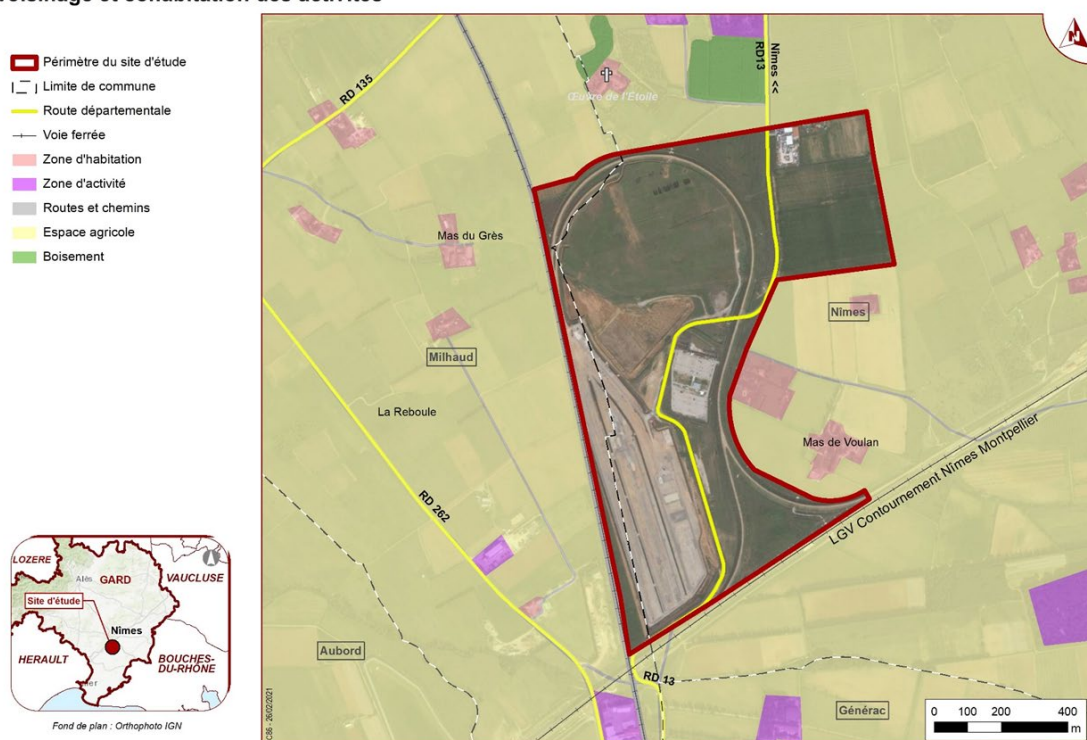
En revanche, le site est concerné par une marge de recul de 25 m de l'axe de la RD13.

Le projet devra prendre en compte la marge de recul.

7.8 Environnement humain et cohabitation des activités

7.8.1 Voisinage et cohabitation des activités

Voisinage et cohabitation des activités



Les occupations du sol voisines du projet sont majoritairement agricoles au nord, à l'ouest et à l'est.

Le site est bordé par la RD13 à l'est, la voie ferrée à l'ouest et la LGV au sud.

En bordure nord se trouvent des cultures de vignes et de céréales, mais également un lieu de culte « Œuvre de l'Etoile » à 200 m, et plus loin un centre équestre du grand Mas d'Assas à 500 m.

Au sud-est se trouvent deux mas, le domaine du Mas Vouland et le domaine Verdier, appartenant à des viticulteurs.

La bordure sud est constituée par la ligne à grande vitesse, située sur un merlon de haute hauteur, bloquant toute visibilité.

À l'ouest se trouve la voie ferrée « classique » reliant Nîmes au Grau du Roi.

La proximité d'activités en bordure nord et est du site d'étude ne constitue pas une contrainte pour l'aménagement de l'établissement pénitentiaire.

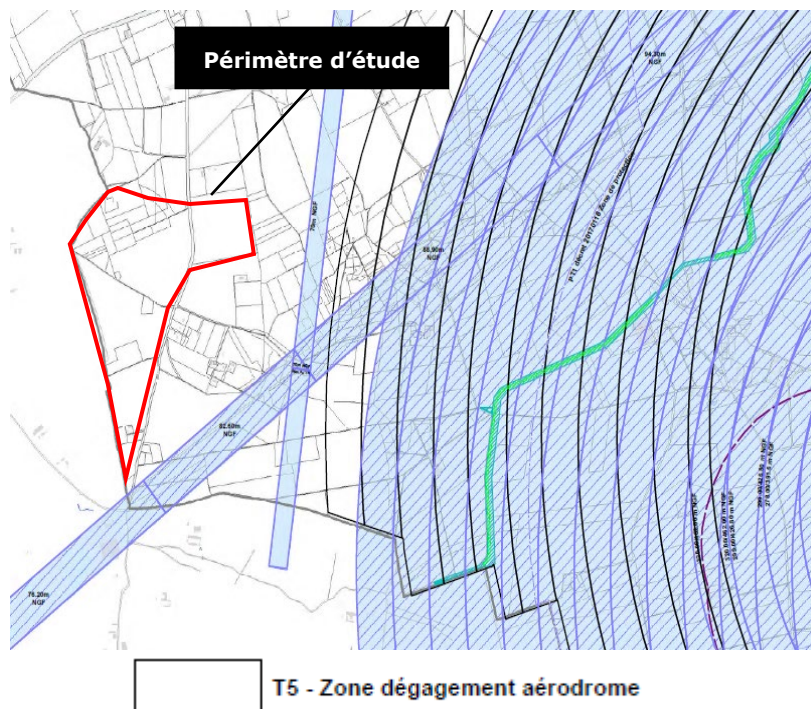
7.8.2 Équipements aéronautiques

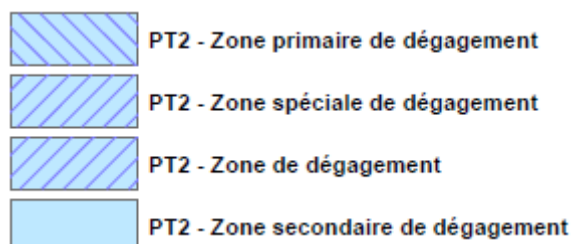
L'aéroport de Nîmes Alès Camargue Cévennes est situé à 5,5 km à vol d'oiseau à l'est du site d'étude.

- **Contraintes liées à la servitude**

Les servitudes aéronautiques de dégagement (T5) imposent aux communes frappées de servitudes aéronautiques l'interdiction de créer de nouveaux obstacles et l'obligation de supprimer tout obstacle susceptible de constituer un danger pour la circulation aérienne ou nuisible au fonctionnement des dispositifs nécessaires à la sécurité de la navigation aérienne.

Le site n'est pas concerné par la servitude T5 liée à la présence de l'aérodrome de Nîmes.





Extrait de la carte des servitudes du PLU de Nîmes

- **Survol à basse altitude d'un établissement pénitentiaire**

Des règles d'interdiction de survol à basse altitude s'appliquent à un établissement pénitentiaire. Les textes applicables en la matière sont :

le Code de l'aviation civile (article D.131-1 à D.131-6 et D.131-7 à D.131-10) ;
l'arrêté du 10 octobre 1957 relatif au survol des agglomérations ;
l'arrêté du 17 novembre 1958 réglementant la circulation aérienne des hélicoptères ;
l'arrêté du 15 juin 1959 précisant les marques distinctives à apposer sur les hôpitaux ou tout autre établissement ou exploitation pour en interdire le survol à basse altitude.

L'objectif est d'interdire aux pilotes de survoler les établissements à une hauteur au sol inférieure à 300 mètres pour les aéronefs équipés d'un moteur à piston et à 1 000 mètres pour les appareils dotés de plusieurs moteurs à pistons ou d'une turbomachine. Cependant, des exceptions sont faites pour les besoins du décollage ou de l'atterrissage et des manœuvres qui s'y rattachent.

L'apposition d'une marque d'interdiction de survol doit être réalisée sur tous les établissements pénitentiaires pour des raisons de sécurité publique. Les institutions concernées sont :

la Préfecture (bureau de la circulation) : elle est compétente pour donner son autorisation d'apposer ces marques particulières sur les établissements pénitentiaires et pour prendre un arrêté en ce sens ;
la DGAC (Direction Générale de l'Aviation Civile) : elle est chargée de la publication de l'interdiction de survol sur les cartes aéronautiques de la région concernée.

Le signal d'interdiction de survol est constitué par une couronne blanche sur fond rouge, ce fond ayant de préférence la forme carrée.

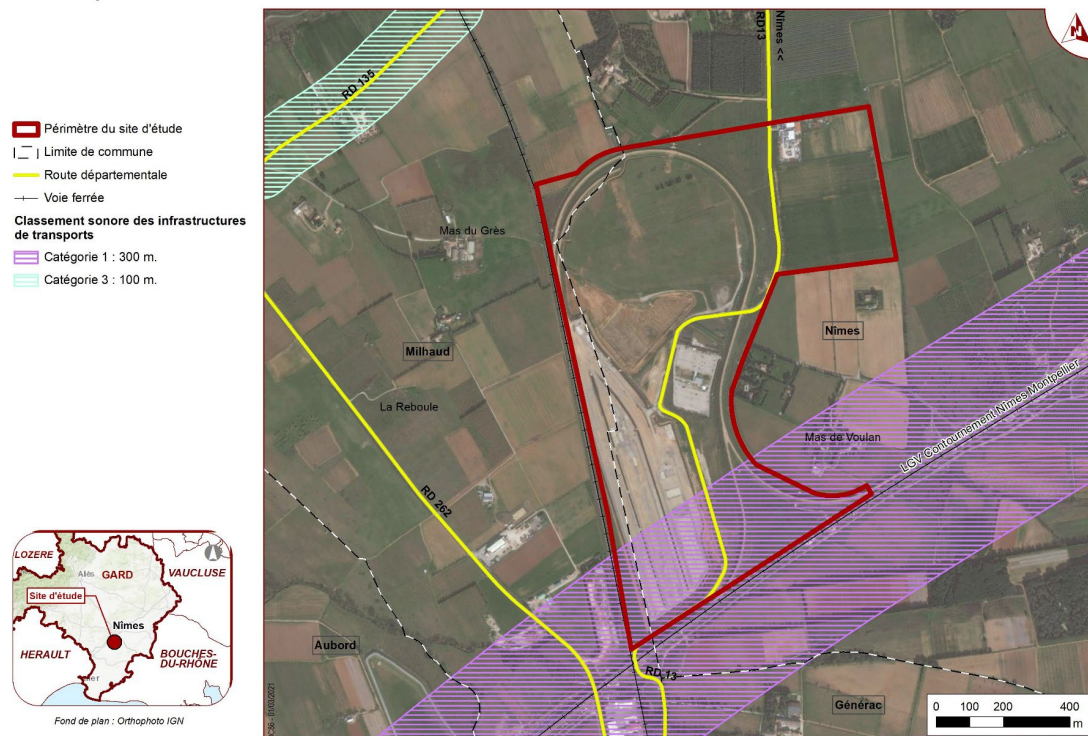
- **Vols d'approche et tour de piste**

La fiche de l'aéroport de Nîmes Alès Camargue Cévennes (cf. ci-après) permet de visualiser l'orientation des pistes : l'axe de celles-ci ne traverse pas le site d'étude, le site n'est a priori pas dans l'axe des vols d'approche.

Le périmètre d'étude ne se situe pas dans l'axe des vols d'approche.

7.8.3 Environnement sonore

Zone d'exposition au bruit



- **Classements sonores**

Nîmes est concernée par un arrêté préfectoral de classement sonore des infrastructures de transports terrestres sur son territoire communal.

La largeur du secteur affecté par le bruit prise à partir du bord extérieur de la chaussée le plus proche au droit du périmètre d'étude est de :

- 100 mètres le long de la RD135 au nord (route classée en catégorie 3) ;
300 mètres le long de la LGV au sud (voie classée en catégorie 1).

Les futurs secteurs d'urbanisation situés à proximité de ces axes seront susceptibles de supporter les nuisances sonores générées par la circulation sur ces voies. Les gestionnaires de ces axes routier et ferroviaire ne pourront se voir mis à leur charge des travaux consécutifs au bruit subi par les futurs aménagements situés aux abords de ces axes. La constructibilité du site sera possible sous réserve de mesures d'isolation acoustique.

Le site est localisé en-dehors des zonages du Plan d'Exposition au Bruit de l'aéroport de Nîmes Alès Camargue Cévennes.

- **Cartographie du bruit des réseaux routiers et ferrés**

La cartographie stratégique du bruit permet une représentation des niveaux de bruit, mais également de dénombrer la population exposée, quantifier les nuisances, et d'élaborer des plans d'action (préservation des zones calmes).

Les cartes de bruit sont établies, avec les indicateurs harmonisés L_{den} (pour le jour) et L_n (pour la nuit). Les niveaux de bruit sont évalués au moyen de modèles numériques intégrant les principaux paramètres qui influencent le bruit et sa propagation.

Les cartes de bruit ainsi réalisées sont ensuite croisées avec les données démographiques afin de chiffrer la population exposée.

Les cartes de bruit du département du Gard ont été approuvées par arrêtés préfectoraux en date du 6 décembre 2016 pour les voies ferrées et du 12 mars 2014 pour le réseau routier départemental.

Différents types de cartes ont été réalisées :

Carte d'exposition (ou carte de type A) :

Il s'agit de deux cartes représentant, pour l'année d'établissement des cartes :

- les zones exposées à plus de 55 décibels jusqu'à plus de 75 décibels en Lden (jour, soir, nuit) ;

- les zones exposées à plus de 50 décibels jusqu'à plus de 70 décibels en Ln (la nuit).

Carte des secteurs affectés par le bruit (ou carte de type B) :

Il s'agit d'une carte représentant les secteurs affectés par le bruit, définis dans des arrêtés préfectoraux de classement sonore.

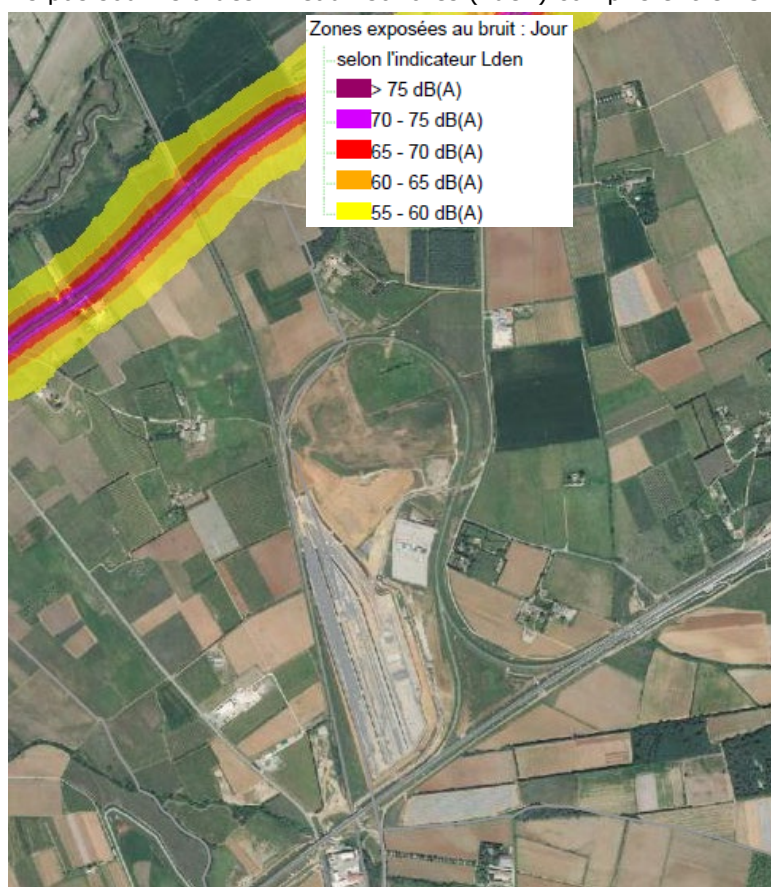
Carte de dépassement des valeurs limites (ou carte de type C) :

Il s'agit de cartes représentant les zones où les valeurs limites en Lden (jour, soir, nuit) et en Ln (nuit) sont dépassées.

Les cartes de bruit sont des documents stratégiques à l'échelle de grands territoires. **Ce ne sont pas des documents opposables.** En tant qu'outil (modèle informatique), les cartes doivent être exploitées pour établir un diagnostic global ou analyser des scénarios et non en « valeur absolue » à une échelle locale. Le niveau de précision est adapté à un usage d'aide à la décision et non pas de dimensionnement de solution technique ou de traitement d'une plainte.

Les illustrations ci-après montrent les cartes d'exposition au bruit (ou carte de type A) au niveau du site d'étude.

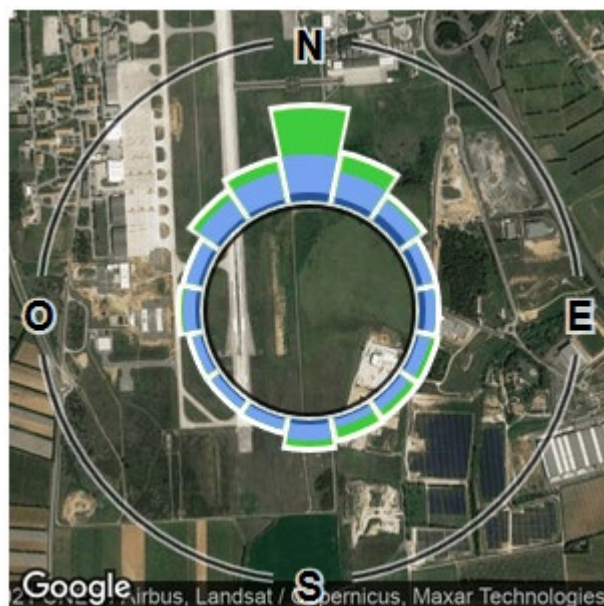
Le site n'est soumis pas soumis à des niveaux sonores (Lden) compris entre 75 et 55 dB(A).



carte de bruit stratégique : carte d'exposition au bruit de type a (source : ddtm 30)

- **Rose des vents**

La rose des vents ci-dessous est calculée sur les observations entre septembre 2001 et janvier 2021. La direction des vents est orientée nord.



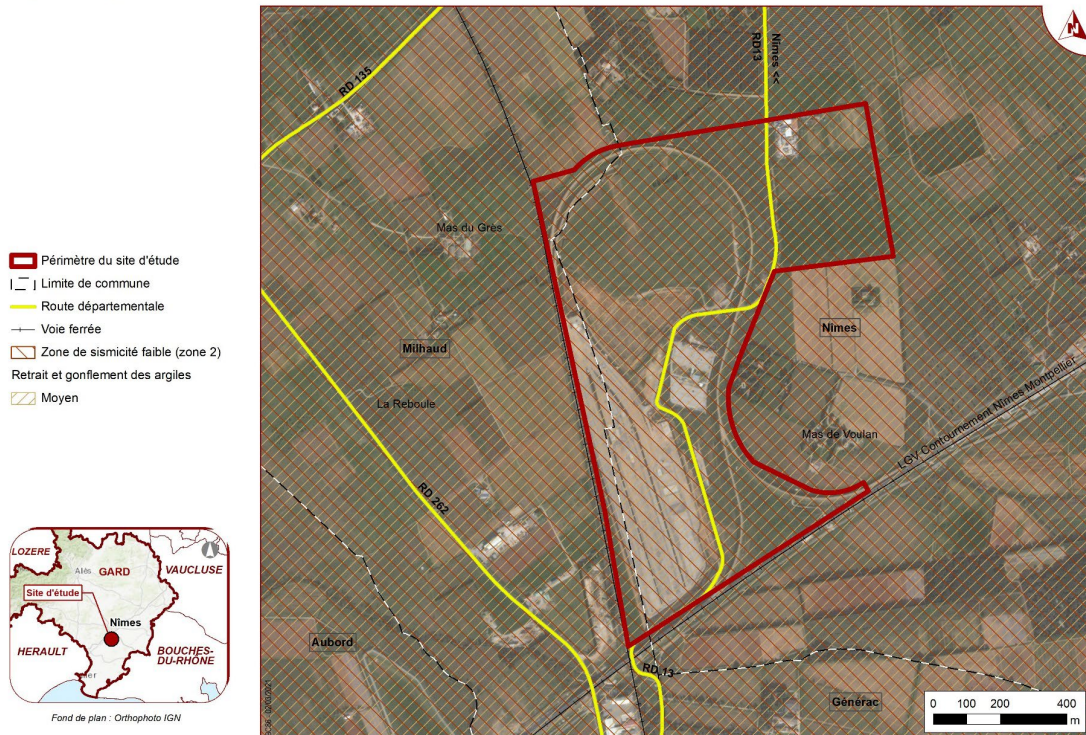
rose des vents de la station nîmes garons (source : windfinder, février 2021)

Toute construction dans les secteurs, affectés par le bruit des infrastructures de transport, y compris l'établissement pénitentiaire, doit présenter un isolement acoustique minimum conformément aux dispositions des articles R.571-34 et R.571-43 du Code de l'environnement.

Le site d'étude est concerné dans sa partie sud par le secteur affecté par le bruit de la LGV. Le projet devra bien prendre en compte les mesures de protection dans cette zone. En-dehors de ce secteur, cela n'impliquera pas de contraintes constructives.

7.9 Identification des risques

Risques majeurs



7.9.1 Sources d'information

Les informations ont été recueillies sur les documents et auprès des organismes suivants :

Préfecture du Gard ;
Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) du Gard.

7.9.2 Risques naturels

- **Zone de sismicité**

La commune de Nîmes est catégorisée en zone de sismicité faible (zone 2).

Depuis le 1^{er} mai 2011, les règles européennes dites « Eurocode 8 » (norme NF EN 1998-parties 1 à 6 - Calcul des structures pour leur résistance aux séismes) s'appliquent obligatoirement en zone faible, modérée et moyenne lors de la construction neuve ou les réhabilitations importantes concernant les bâtiments à risque normal (pour lesquels les conséquences d'un séisme sont limitées à la structure même du bâtiment et à ses occupants).

Le projet devra prendre en compte la réglementation sismique en vigueur et respecter les normes de construction induites.

- **Retrait et gonflement des argiles**

Une des causes principales de mouvements de terrains est le retrait-gonflement des argiles : les variations de la quantité d'eau dans certains terrains argileux produisent des gonflements (période humide) et des tassements (périodes sèches).

Le niveau d'aléa identifié par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) est moyen sur l'ensemble du site.

Par ailleurs, aucun mouvement de terrain n'est recensé sur ou à proximité du site d'étude.

- **Inondation par remontée de nappe**

La carte proposée par le BRGM permet de localiser les zones où il y a de fortes probabilités d'observer des débordements par remontée de nappe (pour une période de retour d'environ 100 ans). Cependant, la qualité de l'information n'est pas homogène sur tout le territoire national et varie suivant la géologie, le relief et le nombre de points disponibles lors de l'interpolation. Une

estimation de la fiabilité des résultats a été réalisée en s'appuyant sur différents critères : fiabilité du Modèle Numérique de Terrain (MNT) et fiabilité des données eaux souterraines. La carte réalisée ne doit pas être exploitée à une échelle supérieure au 1/100 000^e.

Au regard des incertitudes liées aux cotes altimétriques, il a été décidé de proposer une représentation en trois classes qui sont :

- « zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe » : lorsque la différence entre la cote altimétrique du MNT et la cote du niveau maximal interpolée est négative ;
- « zones potentiellement sujettes aux inondations de cave » : lorsque la différence entre la cote altimétrique du MNT et la cote du niveau maximal interpolée est comprise entre 0 et 5 m ;
- « pas de débordement de nappe ni d'inondation de cave » : lorsque la différence entre la cote altimétrique du MNT et la cote du niveau maximal interpolée est supérieure à 5 m.

La partie sud du site d'étude est identifiée comme « zones potentiellement sujettes aux inondations de cave ». Le reste du site est identifié comme « zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe » (cf. carte colonne de droite).

Ce genre d'analyse, par interpolation de données souvent très imprécises et provenant parfois de points éloignés les uns des autres, apporte des indications sur des tendances, mais ne peut être utilisée localement à des fins de réglementation. Pour ce faire, des études ponctuelles détaillées doivent être menées (étude hydrogéologique).



carte « zone sensibles aux remontées de nappe » (source : georiques)

- **Crue à débordement de cours d'eau**

La commune de Nîmes est soumise au risque inondation. Le Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) de Nîmes a été approuvé le 28 février 2012, modifié le 4 juillet 2014. Il concerne les inondations par les crues du territoire de Nîmes.

Le site d'étude n'est pas concerné par le zonage réglementaire de ce PPRI.

- **Risque Radon**

Les communes de Nîmes et Milhaud sont classées en catégorie 1 vis-à-vis du risque radon.

Selon le site de l'IRSN (Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire), les communes à potentiel radon de catégorie 1 sont celles localisées sur les formations géologiques présentant les teneurs en uranium les plus faibles.

La commune de Nîmes se situe en zone de sismicité faible (zone 2). Le projet devra respecter les normes de construction induites par la réglementation en vigueur.

Le risque de mouvements de terrain est faible sur le site d'étude. Une étude géotechnique devra néanmoins être réalisée afin de déterminer les prescriptions en termes de dimensionnement, conception et adaptation des constructions aux caractéristiques du site.

L'établissement pénitentiaire devra être construit selon des principes constructifs permettant de limiter les concentrations en radon (étanchéité, ventilation, chauffage).

Au regard de la sensibilité moyenne du site aux inondations par remontée de nappes, une étude piézométrique sera nécessaire afin de déterminer précisément le niveau de nappe au droit du site. Ses résultats seront intégrés au DCE.

7.9.3 Risques technologiques

- **PPRT**

Le site d'étude n'est concerné par aucun Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT).

- **Pollutions des sols**

Aucun site BASIAS ou BASOL n'est localisé sur le site d'étude ou à sa proximité immédiate.

- **Risques industriels et agricoles**

Aucune Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) n'est localisée en bordure du site d'étude. Les ICPE les plus proches se trouvent :

- au nord : la société EVOLIA (2,3 km du site) dont l'activité principale est la valorisation énergétique des déchets (régime autorisation) ;
- au sud : CREAVIE Sarl (900 m du site) dont l'activité principale est relative aux travaux publics (régime de déclaration).

Leur présence ne constitue pas de contrainte vis-à-vis du projet.

Le site d'étude n'est pas contraint par les risques technologiques.

7.9.4 Transport de Matières Dangereuses (TMD)

- **Conduites de gaz naturel**

La canalisation de transport de gaz naturel, située en partie nord du site d'étude, est identifiée pour le risque de Transport de Matières Dangereuses.

Il s'agit ici de la canalisation exploitée par GRT Gaz, dénommée DN080 « Artère du Midi ».

L'arrêté préfectoral n°20-059 fixe des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de Nîmes.

Les caractéristiques et servitudes de la canalisation sont développées au chapitre « 3.2.6 Servitudes ».

Le projet respectera les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation.

- **Voies routières, ferroviaires et fluviales dédiées au TMD**

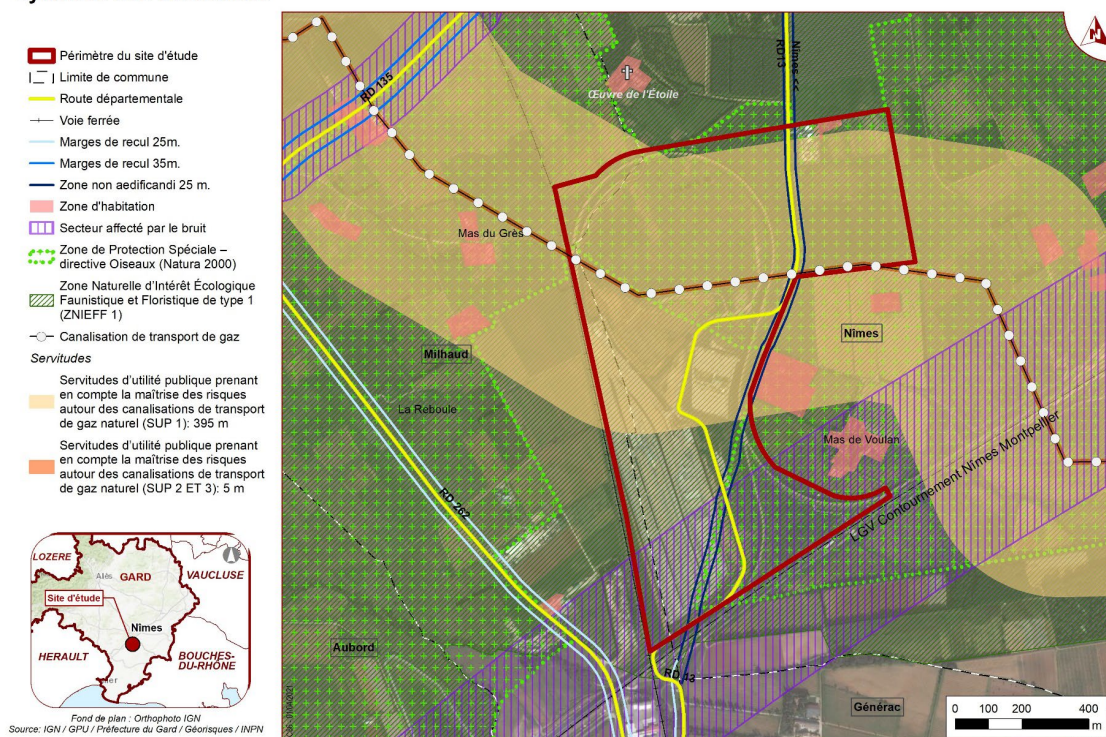
La RD135 au nord est concernée par le risque de Transport de Matières Dangereuses.

La canalisation de transport de gaz naturel située en partie nord du site d'étude est identifiée pour le risque de Transport de Matières Dangereuses. Le projet d'aménagement de l'établissement pénitentiaire respectera les dispositions en matière d'urbanisme.

La RD135 au nord est concernée par le risque de Transport de Matières dangereuses par voies routières. Ce risque ne constitue pas une contrainte majeure pour l'implantation du projet car il n'a pas de conséquences constructives ou de fonctionnement particulier.

7.10 Synthèse des contraintes

Synthèse des contraintes



8. Synthèse des principales données (à titre indicatif)

8.1 Calendrier prévisionnel

Ce calendrier s'inscrit dans le cadre d'un marché en procédure globale et sectorielle.

- T3 2023 Publication AAPC
- T4 2023 réception des candidatures
- T4 2023 remise du DCE
- T2 2024 Remise des offres avant négociation
- 2024 Négociation éventuelle
- S2 2024 Notification du marché
- 2025 Démarrage des travaux
- 2027 Livraison

8.2 Coût objectif

Le coût objectif du marché de conception réalisation (honoraires de la maîtrise d'œuvre compris) est indiqué dans l'article 3.2 du Règlement de consultation.

8.3 Données capacitaires

A titre indicatif, les capacités nominale et opérationnelle prévisionnelles de l'établissement pénitentiaire sont pour mémoire les suivantes :

Type de quartier d'hébergement	Nombre de quartier	Capacité nominale
Quartier d'Accueil et d'Evaluation	1 Quartier	60 places
Quartier Maison d'Arrêt	1 Quartier	113 places
Quartier Maison d'Arrêt Vulnérables + UEAT	1 Quartier	113 places
Quartier Centre de Détention	2 Quartiers	300 places
Quartier Respect	1 Quartier	114 places
Capacité nominale totale de l'établissement	6 Quartiers	700 places

Les capacités non comprises dans les capacités nominales sont :

Type de quartier d'hébergement	Nombre d'unités	Capacité par unité
Quartier d'Isolement	1 unité	20 places
Quartier Disciplinaire	1 unité	20 places
UDV	1 unité	10 places
TOTAL	3 unités	50 places

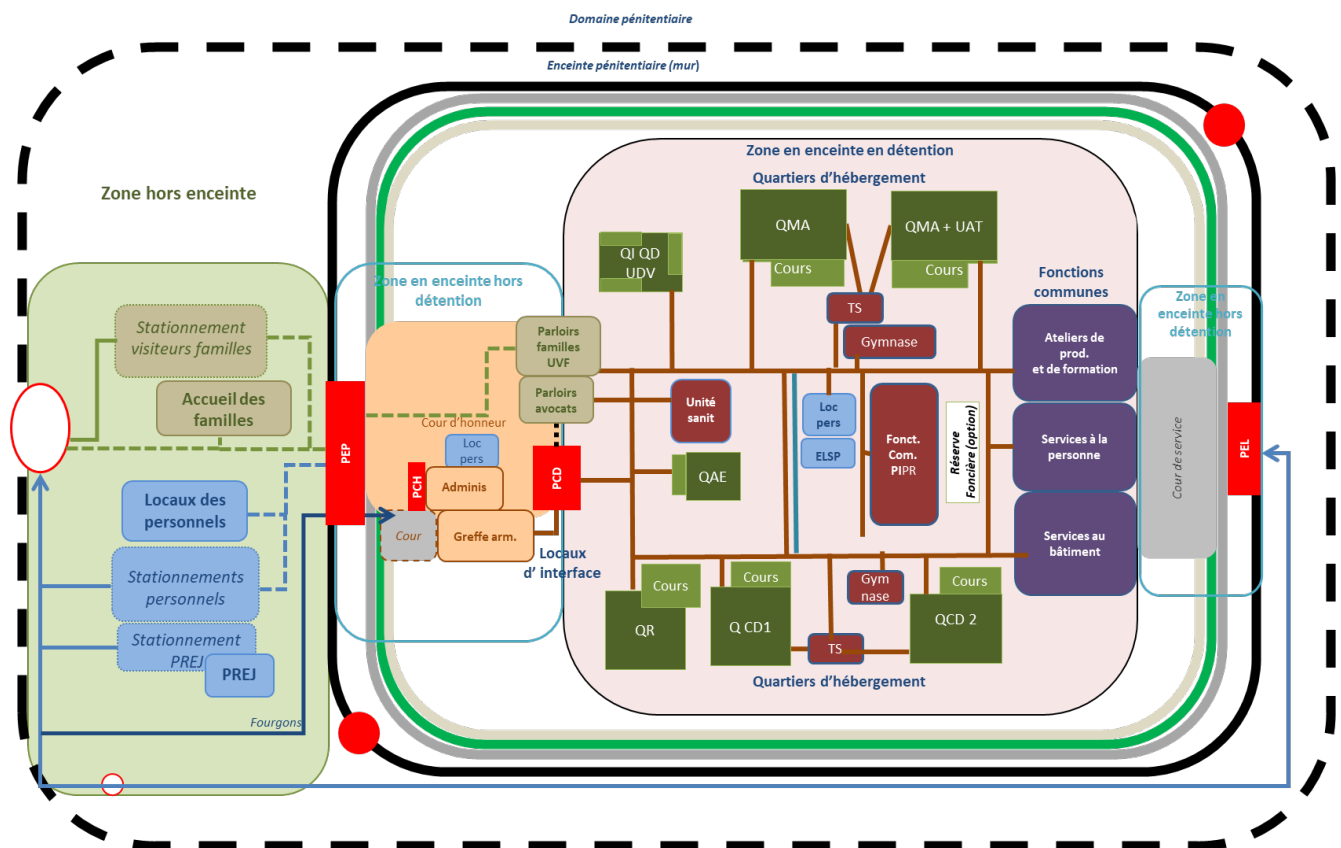
Une Plateforme Régionale d'Extraction Judiciaire est également prévue.

8.4 Répartitions des surfaces

Les besoins théoriques relatifs à la construction du Centre de détention de Nîmes Sud se traduisent par environ 23 500 m² de surfaces utiles réparties comme suit :

- zone hors enceinte (locaux du personnel, AFA, PREJ ...) : **1 500 m²** environ ;
- zone en enceinte et hors détention (portes d'entrée, locaux du personnel, greffe, administration, ...) : **2 300 m²** environ ;
- zone en enceinte et en détention :
 - Zone en enceinte en détention locaux d'interface (locaux de sûreté, parloirs, ...) : **1 070 m²** environ ;
 - Zone en enceinte en détention quartiers d'hébergement : **10 500 m²** environ ;
 - Zone en enceinte en détention fonctions communes (SMPR, PIPR, ateliers, SAP/SAB) **8 600 m²** environ.

8.5 Principe de localisation des unités fonctionnelles



Légende

-  Zone hors enceinte
-  Zone en enceinte hors détention
-  Zone en enceinte en détention
-  Espaces et locaux personnels pénitentiaires
-  Espaces et locaux visiteurs familles
-  Espaces et locaux services pénitentiaires
-  Flux véhicules visiteurs et famille
-  Flux véhicules de services pénitentiaires et associés
-  Flux piétons en enceinte avec détenus
-  Lien optionnel
-  Flux piétons avocats
-  Miradors
-  Postes protégés autres
-  Contrôles d'accès extérieurs
-  Recoupement supplémentaire permettant la gestion des flux
-  Quartier bâtiment
-  Quartier cour de promenade
-  Unités de services et ateliers
-  Fonctions communes en détention
-  Zone neutre
-  Glacis
-  Chemin de ronde
-  Mur d'enceinte
-  Clôture domaine pénitentiaire

Principes de localisation des unités fonctionnelles

8.6 Spécificités de la programmation

- La programmation du centre pénitentiaire de Nîmes Sud sera déclinée sur la base des programmes génériques fonctionnels et technique mis à jour en 2023.
- La prise en compte des sujets environnementaux sera un élément central pour le projet de conception, en particulier la proximité avec le lek et le site d'hivernage de l'outarde canepetière
- Le dimensionnement des ateliers tient compte des nouvelles cibles et méthodes de calcul pour augmenter le travail en détention et favoriser l'accueil et la diversification des concessionnaires. Le nombre de modules est ainsi augmenté, de même que leur surface.
- Le PREJ, entité indépendante devra aussi être prise en compte dans l'articulation logistique des différentes entités du site.
- La tranche ferme inclut la mise en œuvre de mesures conservatoires permettant ultérieurement l'installation d'ombrières couvrant au moins la moitié de la superficie des parkings du projet et intégrant des panneaux photovoltaïques sur la totalité de leur partie supérieure assurant l'ombrage ainsi que la réalisation des études de niveau APS et APD (et la fourniture des éléments correspondants exigés au titre des missions M1 et M3) pour la mise en place des ombrières avec panneaux photovoltaïques précitées.
- La tranche optionnelle 1 consiste en la conception et réalisation du dévoiement de la route RD13-route de Générac sur le site d'Oc'via. Il s'agit d'une voirie de 3 mètres de large (deux fois une voie). Ce dévoiement se fera sur environ 1,5km et une comportera un giratoire à 3 branches minimum permettant l'accès au centre pénitentiaire d'une part et à une future zone économique (missions M1 à M13).
- La tranche optionnelle 2 consiste en la réalisation des études de PRO et en l'installation d'ombrières couvrant au moins la moitié de la superficie des parkings du projet et intégrant des panneaux photovoltaïques sur la totalité de leur partie supérieure assurant l'ombrage (en remplacement des arbres prévus dans la tranche ferme) (missions M2 à M13).